

LES
Accidents du Travail Agricole

DANS LES LÉGISLATIONS
FRANÇAISE ET ALSACIENNE-LORRAINE COMPARÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

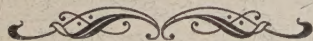
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 4 Février 1922, à 3 h. 1/2

PAR

OLLIER

Président : M. SOUCHON, Professeur



ÉDITIONS DE
' LA VIE UNIVERSITAIRE '

13, quai de Conti, Paris, VI^e

—
1922

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteurs.

LES

Accidents du Travail Agricole

DANS LES LÉGISLATIONS

FRANÇAISE ET ALSACIENNE-LORRAINE COMPARÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 4 Février 1922, à 3 h. 1/2

PAR

OLLIER

Président : M. SOUCHON, Professeur



ÉDITIONS DE

‘ LA VIE UNIVERSITAIRE ’

13, quai de Conti, Paris, VI^e

—
1922





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551415_0063

INTRODUCTION

Le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie, avec un système complet d'assurances sociales (1) acquis sous la domination allemande, rend particulièrement intéressante et instructive la comparaison des deux législations sociales qui co-existent actuellement en France :

1° la législation locale d'Alsace-Lorraine, issue de la législation allemande mais qui, désormais, va évoluer en dehors d'elle et sous l'influence de conceptions françaises. Cette législation est applicable seulement à nos provinces désannexées;

2° la législation française applicable au reste du pays.

Ces deux législations sociales dérivent de concepts très différents sur le rôle de l'Etat. Elles sont bien le type du génie de deux peuples et elles portent la marque de leurs qualités, de leurs défauts, des influences qu'ont exercées leurs philosophes et leurs jurisconsultes.

Nous limiterons notre étude à la législation relative aux accidents du travail agricole qui présente d'autant plus d'intérêt qu'un projet de loi déjà examiné par la Chambre des Députés et le Sénat va prochainement étendre à ces accidents

(1) Sauf l'assurance chômage.

le principe du risque professionnel et de la responsabilité patronale.

Cette extension était réclamée déjà depuis plusieurs années avant la guerre, par le Parlement et les intéressés et de nombreux projets et propositions furent déposés dans ce sens, mais, sauf la première proposition de M. Mirman, aucun d'eux ne prévoyait un régime d'assurance obligatoire. Ils ne différaient entre eux que parce que les uns étendaient purement et simplement la loi de 1898 avec quelques modifications de détail, tandis que les autres, présentés par les représentants des agriculteurs, instituaient une loi spéciale à l'agriculture. Les premiers ont définitivement triomphé et le texte adopté en 1915 par la Chambre des Députés et modifié en 1920 par le Sénat, laisse subsister la loi de 1898 comme loi fondamentale et ne concerne que les points sur lesquels il a paru nécessaire ou opportun de déroger aux principes généraux.

Nous verrons que l'influence du régime alsacien-lorrain (c'est-à-dire allemand) a été très faible et qu'il ne pouvait en être autrement. Ce n'est que sur certains points de détail que les deux législations ont adopté des solutions communes. Il ne semble pas, d'ailleurs, que les résultats de l'assurance obligatoire contre les accidents du travail agricole en Allemagne aient fait l'objet, depuis 1910, d'une étude sérieuse en France. D'ailleurs les résultats obtenus dans une région comme l'Alsace-Lorraine qui, par l'ensemble de son économie rurale et le fait qu'elle est surtout un pays de petite et moyenne propriété, se rapproche beaucoup de la moyenne de la France, sont plus utiles à connaître que ceux qui concernent l'ensemble d'un pays comme l'Allemagne qui, par sa mentalité, sa constitution, son économie rurale, diffère essentiellement

de notre pays. Par conséquent, les objections qu'on peut élever contre l'assurance obligatoire allemande et les doutes qui se sont manifestés sur ses bons résultats n'ont plus la même valeur si l'on montre que cette assurance fonctionne d'une façon presque parfaite en Alsace-Lorraine et que les populations rurales sont unanimes pour son maintien.

Notre étude commencera par un exposé sommaire de l'état actuel de la législation française concernant le travail agricole. Nous verrons ensuite comment certains agriculteurs se sont protégés contre la responsabilité de droit commun qui leur incombe en vertu du paragraphe 1382 du C. C. Enfin, nous exposerons sommairement le régime adopté par le projet de loi actuellement soumis au Parlement.

Dans une deuxième partie, nous résumerons les principaux traits de la législation alsacienne-lorraine en la matière. Cette législation se trouve renfermée notamment dans le Code impérial allemand des assurances sociales du 19 juillet 1911, maintenu en vigueur en Alsace-Lorraine par la loi française du 17 octobre 1919, ainsi que dans la loi d'exécution du 5 août 1912 spéciale à l'Alsace-Lorraine.

La comparaison des deux régimes : celui d'Alsace-Lorraine et celui qui est institué par le projet de loi français, fera l'objet d'une troisième partie.

Dans une quatrième partie, nous essayerons de dégager, tant de la comparaison précédente que des résultats obtenus en Alsace-Lorraine, le régime préférable en ce qui concerne spécialement la France et s'il était opportun d'adopter, pour l'agriculture, un système d'assurance obligatoire en s'inspirant de la législation alsacienne-lorraine, comme le fait le projet de loi français sur l'assurance maladie et invalidité.

CHAPITRE PREMIER

Législation française actuelle en ce qui concerne les accidents du travail agricole

I

La loi du 9 avril 1898 limite l'application du principe du risque professionnel à la réparation des accidents qui frappent les ouvriers de l'industrie. Le législateur avait, en effet, été frappé par les dangers que le machinisme grandissant faisait courir à ces ouvriers et ne crut pas nécessaire de faire profiter les ouvriers qui, semblait-il, se trouvaient dans une situation privilégiée à ce point de vue, le machinisme agricole étant encore assez peu développé à cette époque. Nous aurons l'occasion de voir plus loin combien est fausse l'opinion que dans l'agriculture les accidents sont moins fréquents parce que les machines y sont moins nombreuses. D'ailleurs bien d'autres raisons, dans le détail desquelles nous n'avons pas à entrer, furent invoquées pour limiter à l'industrie le principe du risque professionnel avec responsabilité forfaitaire du patron.

Après la loi du 9 avril 1898, les accidents survenus aux ouvriers agricoles ont donc été régis comme auparavant, par le droit commun, c'est-à-dire par l'article 1382 du C. C. Il est donc nécessaire, pour qu'un ouvrier agricole puisse obtenir réparation pour les accidents qui peuvent lui survenir au cours de ses travaux, qu'il y ait eu faute du patron ou de ses préposés, ensuite qu'il puisse en fournir la preuve. Il en résulte que la plupart des accidents dont sont victimes les

ouvriers n'entraînent aucune réparation au profit de la victime. En effet, d'une part les cas fortuits et de force majeure qui ne sont pas imputables à une faute du patron sont plus nombreux que dans l'industrie, d'autre part, même lorsqu'il y a faute du patron, il est le plus souvent impossible à l'ouvrier, qui ordinairement est isolé au milieu des champs, loin du chef d'entreprise et sans témoins de l'accident, d'en administrer la preuve.

Il est cependant un certain nombre d'accidents agricoles qui échappent à l'application du droit commun et qui sont régis par une législation spéciale.

La loi du 30 juin 1899 applique le principe du risque professionnel aux accidents causés, dans les exploitations agricoles, par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Cette loi s'écarte sur certains points des règles établies par la loi de 1898 dans l'industrie. Le chef de l'entreprise responsable n'est pas forcément, dans la loi de 1899, l'employeur ou le propriétaire de la machine, mais l'exploitant du moteur, c'est-à-dire l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés. Ainsi, pour des batteuses mécaniques, le chef d'entreprise responsable est tantôt l'entrepreneur de battage, s'il accompagne sa machine en exploitation ou s'il la fait accompagner par son mécanicien, tantôt l'agriculteur lui-même, si ce dernier en assume la direction, qu'il soit propriétaire de la machine ou qu'il l'ait louée.

Peuvent se prévaloir de la loi de 1899, non seulement les personnes qui ont un contrat de travail avec l'exploitant (ouvriers et employés), mais encore toutes les personnes, *quelles qu'elles soient*, occupées à la conduite ou au service des moteurs ou machines.

Cette loi est plus extensive que celle de 1898 : le législateur a agi ainsi dans une pensée d'équité. En effet, souvent des voisins, suivant un usage fréquent à la campagne, se prêtent un aide mutuel dans leurs travaux, sans recevoir de salaire, mais à charge de revanche. Le législateur a voulu qu'en cas d'accident il puisse obtenir réparation conformément à la loi. Il en est d'ailleurs de même de l'agriculteur lui-même s'il prend part au travail comme auxiliaire de l'entrepreneur. Pour ces victimes non salariées, l'indemnité est calculée selon les tarifs de la loi de 1898, modifiés par ceux de la loi du 5 août 1920, en prenant pour base le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

Une autre catégorie d'accidents agricoles est depuis quelques années régie par la législation spéciale sur les accidents du travail : ce sont les accidents survenus dans les exploitations forestières. La loi de 1898 a été étendue à ces exploitations, sous réserve de certaines dispositions spéciales, par la loi du 15 juillet 1914 entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1915. Les travaux forestiers qui tombent sous le coup de cette loi sont : les travaux d'abatage, d'ébranchage, lançage, schlittage, transport à la main en forêt et, lorsqu'ils sont exécutés sur le parterre de la coupe, les travaux de débit, façonnage, sciage, empilage, écorçage et carbonisation.

La loi ne s'applique pas aux terrains boisés, exploités en tout ou en partie, dont la superficie d'un seul tenant n'excède pas 3 hectares, ni les arbres plantés hors des bois, lorsque l'opération n'a pas le caractère d'une exploitation, ni les éclaircies faites dans les plantations de moins de vingt ans. Il en est de même pour les coupes de bois effectuées pour un

usage personnel par le propriétaire du sol ou par le fermier ou le métayer.

Le chef d'entreprise responsable est l'entrepreneur qui a, à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat, assumé l'exploitation des bois abattus ou mis en œuvre. A défaut d'entrepreneur, le propriétaire des bois est considéré comme chef d'entreprise. Les ouvriers qui ont ainsi la garantie du régime professionnel ont droit, en cas d'accident, à tous les avantages prévus par la loi du 9 avril 1898.

La disposition la plus intéressante, à notre point de vue, de la loi du 15 juillet 1914, est celle qui a trait à la détermination du salaire servant de base à l'indemnité lorsque la victime n'est pas salariée par le chef d'entreprise ou ne reçoit pas un salaire fixe. La loi édicte, en effet, que dans ces deux cas, l'indemnité doit être calculée d'après le *salaire moyen des salariés agricoles du département*. Ce salaire est déterminé d'après une méthode qui se rapproche de celle usitée en Alsace-Lorraine et qui consiste à fixer par département le gain annuel moyen des ouvriers agricoles et des ouvriers forestiers, comme base d'application des lois d'assurances sociales dont ils bénéficient. Le décret du 27 mai 1915 prescrit, en effet, que la détermination du salaire moyen dont il est question dans la loi, serait faite, pour chaque département, par le préfet, après avis des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et après une enquête administrative au cours de laquelle tous renseignements seront recueillis auprès des divers organismes et personnes compétents. Ce salaire moyen peut être révisé suivant la même méthode.

Cette loi du 15 juillet 1914 vise essentiellement les bûche-rons occupés dans les exploitations importantes qui sont diri-

gées par de grands entrepreneurs commerçants en bois. En effet, un propriétaire effectue rarement lui-même des coupes de bois importantes avec des domestiques ou des ouvriers agricoles, mais il vend sa coupe à des entrepreneurs qui ont leurs équipes d'ouvriers. Cette loi intéresse donc plus le commerce et l'industrie du bois que l'agriculture. Il est rare qu'un ouvrier agricole proprement dit puisse en réclamer le bénéfice.

Si l'agriculture a été laissée, sauf dans les cas particuliers qu'on vient d'examiner, en dehors du champ d'application de la législation spéciale relative aux accidents du travail, les agriculteurs ont, cependant, depuis la loi du 18 juillet 1907, la faculté d'adhérer à cette législation. La loi du 18 juillet 1907, permet, en effet, à tout employeur non assujetti, de se placer sous le régime de cette législation pour tous les accidents qui surviendraient à des ouvriers par le fait ou à l'occasion du travail. Le consentement des ouvriers est d'ailleurs nécessaire.

Bien qu'on ne possède, à cet égard, que peu de renseignements, il ne semble pas que cette loi ait reçu une large application dans l'agriculture par suite de la grande dispersion des ouvriers agricoles et du très petit nombre de leurs syndicats. Ceux-ci ont cependant réussi à l'imposer à quelques grands exploitants qui emploient un assez grand nombre d'ouvriers. D'autre part, avant l'entrée en vigueur de la loi du 15 juillet 1914, la Fédération des Bûcherons de France avait obligé nombre de marchands de bois à adhérer à la législation sur les accidents du travail, en sorte que cette loi n'a guère fait que sanctionner un état de fait.

Bien que l'agriculture soit soumise, dans la grande majorité des cas, au régime du droit commun, l'idée de la responsabilité professionnelle du patron est entrée peu à peu dans les

esprits et on ne peut pas dire que la justice y ait elle-même complètement échappé : on constate, au contraire, chez les tribunaux, une tendance marquée à appliquer, à l'agriculture, par voie d'analogie, sinon de droit, les dispositions de la loi de 1898. Il leur arrive même de les aggraver, tel ce jugement d'un tribunal civil accordant une indemnité à des enfants majeurs à la suite de la mort accidentelle de leur père, pour le « préjudice moral » qui leur était causé; tel aussi ce jugement condamnant un patron dont la servante s'était fait estropier par un rebouteur, pour la raison qu'il aurait dû l'empêcher de se soigner par des moyens irréguliers. Il n'est pas jusqu'à la Cour de Cassation qui n'ait subi cette influence.

Si les tribunaux s'en tenaient strictement à l'application de l'article 1382 du C. C., il est certain que la victime d'un accident du travail agricole ne serait presque jamais indemnisée, car, ainsi que nous l'avons déjà vu, la faute de l'employeur est beaucoup plus difficile à établir dans une exploitation agricole que dans une exploitation commerciale ou industrielle où l'ouvrier travaille au milieu d'un outillage mécanique établi par le patron et où les fautes de négligence de celui-ci dans l'organisation même du travail peuvent être assez fréquentes. Malgré l'interprétation très large que la jurisprudence tend de plus en plus à donner à l'article 1382 en ce qui concerne les réparations des accidents du travail agricole, le défaut de législation spéciale a deux grands inconvénients. Le premier, c'est que la majorité des accidents du travail qui se produisent dans l'agriculture ne donnent pas lieu à indemnisation et réduisent les victimes à la misère. Le deuxième, c'est que, sous le régime de droit commun, la responsabilité du patron est, bien que moins fréquente, plus

étendue, plus imprécise que celle résultant de la loi de 1898 qui est tarifée d'avance. Cette responsabilité du C. C. peut même entraîner la ruine d'un petit cultivateur qui, ne s'en faisant pas une idée aussi nette que de celle qui résulte de l'application du risque professionnel et d'un régime forfaitaire d'indemnités, ne cherche pas à s'en protéger par une assurance.

Il faut reconnaître cependant que, depuis une quinzaine d'années, l'assurance contre la responsabilité civile résultant des accidents du travail a fait de grands progrès en agriculture. Nombre de cultivateurs, obéissant aux conseils de la prudence et sans doute aussi aux suggestions de leur personnel, ont contracté une assurance qui les garantit souvent, eux et leur famille, en même temps que leurs ouvriers. Les organismes auxquels ils se sont adressés sont de trois sortes :

- 1° les Sociétés anonymes,
- 2° les grandes Mutuelles agricoles, type du décret de 1868,
- 3° les petites Mutuelles de la loi du 4 juillet 1900.

L'assurance aux sociétés anonymes coûtant très cher et la protection qu'elle donne n'étant pas toujours en rapport avec les charges qu'elle entraîne, les agriculteurs se sont portés de préférence vers les Mutuelles. Parmi les Mutuelles accidents régies par les décrets de 1868 et de 1899, certaines sont spéciales aux exploitations agricoles, viticoles et forestières et jouissent, de ce fait, d'avantages spéciaux. On peut citer comme grandes Mutuelles agricoles, la Mutuelle agricole du Poitou, la Mutuelle agricole du Loir-et-Cher, la Responsabilité agricole et surtout la Caisse Syndicale des Agriculteurs de France qui groupe 25.000 sociétaires et dont le budget dépasse 3 millions de francs.

Ces grandes Mutuelles sont peu nombreuses mais puissantes; certaines limitent leurs opérations à une région déterminée, d'autres les étendent à tout le territoire français. Elles fonctionnent souvent comme organismes de réassurance des petites mutuelles agricoles, sur lesquelles nous nous étendrons un peu plus longuement, car elles constituent l'organe modèle de l'assurance agricole en général et le projet de loi sur les accidents du travail dans l'agriculture leur réserve des avantages importants.

Les petites Mutuelles agricoles contre les accidents du travail sont de date relativement récente : on les rencontre surtout dans l'Ouest de la France, Sarthe, Maine-et-Loire, Indre, Indre-et-Loire, Charentes, Poitou et Bretagne. Régies par la loi du 4 juillet 1900, elles n'ont, pour être constituées légalement qu'à déposer à la mairie de la commune où est situé leur siège, deux exemplaires de leurs statuts et la liste de leurs administrateurs. Elles doivent être gérées et administrées gratuitement et ne poursuivre la réalisation d'aucun bénéfice : elles sont, en outre, affranchies de tout droit de timbre et d'enregistrement, ainsi que des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 28 juillet 1868. Presque toutes ces mutuelles ont une faible circonscription : le plus souvent communale. Elles se sont multipliées rapidement, mais l'effectif de leurs membres est encore bien inférieur à celui des grandes Mutuelles. Au nombre d'une dizaine vers 1910, on en comptait 360 en 1919, groupant un peu plus de 6.000 adhérents, soit, en moyenne, moins de 20 adhérents par Mutuelle, ce qui est beaucoup trop faible.

Les risques assurés par les Mutuelles du décret de 1868 ou de la loi de 1900 sont très variables. Certaines se bornent à

assurer la responsabilité civile, soit seulement à l'égard du personnel de l'exploitation, soit aussi vis-à-vis des tiers, tantôt d'une façon illimitée, mais le plus souvent jusqu'à concurrence d'un montant déterminé. D'autres, comme « la Sarthoise », bien qu'assurant la plupart des risques accidents, pratiquent surtout l'assurance du patron lui-même et de sa famille; certaines assurent, en outre, contre les accidents qui relèvent de la loi du 30 juin 1899 ou de celle du 15 juillet 1914, voire même des lois du 9 avril 1898 ou du 12 avril 1906 lorsque celles-ci sont applicables. Les polices qu'elles établissent offrent des combinaisons assez variées. C'est dire que ces organismes présentent une grande souplesse. Les primes d'assurance pour la garantie des accidents du personnel sont le plus souvent calculées à l'hectare avec un minimum exigible par police. Parfois cette prime est uniforme, 2 francs à 10 francs par hectare suivant les sociétés, mais le plus souvent elle est variable d'après la nature de cultures (par exemple terres labourables, vignes, bois, landes, prairies, etc.) et différents suppléments s'y ajoutent suivant le nombre plus ou moins considérable de risqués assurés (patrons, etc.) et suivant que la responsabilité civile est garantie jusqu'à concurrence d'un certain chiffre ou d'une façon illimitée. Ceci explique, en partie, pourquoi les tarifs sont très différents suivant les sociétés, les modalités d'assurance adoptées par elles étant très diverses : en partie seulement, disons-nous, car tous ces tarifs semblent avoir été établis d'une façon très empirique et ne pas reposer sur des bases très sérieuses, la plupart des sociétés ne fonctionnant pas depuis un temps assez long ou étant trop petites pour constituer et utiliser des statistiques qui pourraient servir de base à un tarif de risques

comme cela est pratiqué par les corporations-accidents d'Alsace-Lorraine.

La plupart des Mutuelles de la loi du 4 juillet 1900 sont réassurées soit à des sociétés régionales mutuelles de réassurance, comme en Indre-et-Loire, soit à d'autres sociétés mutuelles type 1868, ou encore à la Société Nationale de réassurance des Mutuelles agricoles fondée par la Fédération Nationale de la coopération et de la mutualité agricoles.

Dans la réassurance, deux méthodes ont été suivies : dans l'une la Mutuelle réassure pour une part tous les risques de droit commun et pour la totalité les risques résultant de lois spéciales. Dans l'autre, les accidents qui entraînent une incapacité de travail temporaire sont garantis par la petite mutuelle avec réassurance partielle, ceux qui entraînent une incapacité de travail permanente ou la mort sont couverts uniquement par la Société de réassurance. L'Etat accorde des subventions aux Mutuelles de la loi du 4 juillet 1900 lors de leur fondation ou, lorsqu'étant réassurées, elles subissent des pertes exceptionnelles.

Pour terminer ce court aperçu de la situation du fait de l'assurance volontaire contre le risque accidents du travail dans l'agriculture, il faut noter que c'est la grande culture qui pratique surtout cette assurance. Sur une superficie agricole de 35 millions d'hectares environ (non compris 9 millions et demi de forêts dont l'exploitation est en grande partie assujettie au risque professionnel et, par suite, assurée), 9 millions d'hectares sont assurés.

II

Si les représentants de l'agriculture à la Chambre purent, en 1898, faire écarter l'application du principe du risque pro-

fessionnel à la réparation des accidents survenus aux ouvriers agricoles, les arguments qu'ils invoquaient ne tardèrent pas à paraître beaucoup moins convaincants devant la situation très différente qui était faite aux ouvriers de l'industrie et leurs camarades de l'agriculture, surtout après l'extension en 1906 de la loi de 1898, aux employés et ouvriers du commerce.

« Si la notion du risque professionnel est fondée sur l'équité, dit M. Capitant dans son remarquable rapport sur les accidents du travail dans l'agriculture (1), s'il est juste d'imposer au patron qui emploie des ouvriers à une œuvre de production l'obligation de payer une indemnité en cas d'accident du travail, ne faut-il pas appliquer cette règle aussi bien à l'agriculteur qu'au commerçant ou à l'industriel? Est-il équitable de refuser aux ouvriers agricoles les droits qui ont été reconnus aux salariés du commerce et de l'industrie? »

Des propositions de loi ne tardèrent pas à être déposées pour étendre à l'agriculture la loi de 1898, et en 1906 le Gouvernement présenta lui-même aux Chambres un projet de loi sur la matière. D'ailleurs, avec le temps, les adversaires de l'application à l'agriculture du principe du risque professionnel avec liberté réglementée devenaient bien moins nombreux et, à l'heure actuelle, on peut dire qu'il n'en existe presque plus. Les divergences ont porté plutôt, ces dernières années, sur le fait de savoir si on ferait une loi spéciale à l'agriculture ou si on étendrait purement et simplement à cette der-

(1) Présenté et discuté en 1909 à l'Association Nationale pour la Protection légale des travailleurs.

nière, avec quelques modifications, la loi du 9 avril 1898. En tous cas, le Parlement s'est montré nettement hostile au principe de l'assurance obligatoire préconisé par certains groupements, comme l'Association Nationale pour la protection légale des travailleurs. En dernière analyse, le Parlement s'est finalement décidé à étendre à l'agriculture la loi du 9 avril 1898, mais en y apportant des modifications et des dérogations notables pour l'adapter aux conditions du travail agricole. L'adoption du projet du Gouvernement a été retardé considérablement par la guerre; amendé et voté par la Chambre des Députés en 1915, il a été soumis en 1920 à l'examen du Sénat, qui a apporté quelques modifications au texte de la Chambre, et il est probable que cette dernière ratifiera très prochainement sans discussion le texte du Sénat. Nous allons indiquer les grandes lignes de ce projet qui, à notre avis, est loin d'apporter la solution qui convenait en la matière.

Il est nettement posé dans l'article premier que c'est le régime de la loi du 9 avril 1898, c'est-à-dire celui de la liberté réglementée, qui est rendu applicable à l'agriculture, sous réserve de certaines dispositions spéciales dont la principale est une légère concession à l'assurance obligatoire.

Les articles 1^{er}, 2 et 3 déterminent les exploitations assujetties et les personnes qui sont protégées par la loi. Une certaine catégorie d'exploitants n'est pas assujettie obligatoirement, mais facultativement, ce sont les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille : ils ne sont pas assujettis, même s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non. Quant au personnel protégé par la loi dans les exploitations assujetties, il comprend uniquement les salariés : « ouvriers,

employés et domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne, occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement ». Il faut y joindre aussi les ouvriers jardiniers visés dans l'article 2.

La loi est applicable à ces personnes, même lorsqu'elles sont occupées occasionnellement à des travaux non visés par la législation du travail.

Les cultivateurs non assujettis peuvent adhérer à la législation sur les accidents du travail en faveur des membres de leur famille et de leurs collaborateurs occasionnels pour tous les accidents qui surviendraient à ceux-ci par le fait ou à l'occasion du travail. Tous les cultivateurs, assujettis ou non, peuvent, d'ailleurs, se placer eux-mêmes sous le bénéfice de cette législation pour les accidents dont ils seraient victimes; que ce soit en faveur de leur famille, de leurs collaborateurs occasionnels ou d'eux-mêmes, ces exploitants ne peuvent s'assujettir facultativement qu'en contractant une assurance. C'est la caractéristique du projet de loi : l'assurance n'est obligatoire que pour les assujettis facultatifs. Cet assujettissement volontaire est, d'ailleurs, révocable : celui qui l'a souscrit peut le faire cesser par une déclaration à la Mairie conformément à la loi du 18 juillet 1907.

L'assurance peut être contractée auprès de n'importe quelle société. Cependant l'Etat a voulu favoriser l'assurance des risques agricoles par les petites sociétés Mutuelles de la loi

du 4 juillet 1900 dont il a été question plus haut. La Chambre avait décidé que les exploitants ne pourraient s'assurer auprès de ces Mutuelles que pour les indemnités autres que les rentes. Ces sociétés auraient dû se réassurer pour les 9/10 de leurs risques au plus, soit entr'elles au moyen d'une Fédération départementale régie, elle aussi, par la loi du 4 juillet 1900 et groupant au moins vingt sociétés, soit à une société fonctionnant conformément à l'article 27 de la loi du 9 avril 1898. C'est à une société de ce type, ou à la Caisse Nationale d'assurance en cas d'accidents, que les Mutuelles auraient dû assurer leurs membres par police collective contre les risques de mort et d'incapacité permanente.

Le texte voté par le Sénat décide, au contraire, que les Mutuelles de la loi du 4 juillet 1900 seront admises à couvrir les risques de mort et d'incapacité permanente résultant de l'application de la loi, à condition de se soumettre dans leur fonctionnement aux garanties édictées, en ce qui concerne les sociétés d'assurance mutuelles, par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898. Ces garanties sont au nombre de trois : 1° surveillance et contrôle de l'Etat; 2° cautionnement exigé; 3° constitution des réserves mathématiques. Le projet porte, en outre, que des subventions de l'Etat seront accordées à ces Mutuelles, dans la limite des crédits ouverts à cet effet, pour venir en aide aux petits exploitants non assujettis qui adhéreront à la loi. Ces subventions seront égales à la moitié au maximum des cotisations que devraient payer ces petits exploitants adhérents des Mutuelles.

Enfin, le projet de loi adopte les mêmes dispositions que la loi du 19 juillet 1914 pour la fixation du salaire qui doit servir de base au calcul des indemnités. L'article 8 du projet

décide qu'en principe l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire. Cependant, lorsque le salaire est variable, cette indemnité journalière est égale à la moitié du salaire que touchait la victime au moment de l'accident et ce, pendant tout le temps qu'aurait duré, dans l'exploitation, le travail auquel elle était occupée. A l'expiration de cette période, l'indemnité et les rentes sont calculées sur le taux arrêté tous les deux ans, pour chaque département, par le préfet, d'après le salaire moyen annuel des travailleurs agricoles et par catégories de travailleurs. Le même taux est valable pour les victimes non salariées. La rémunération en nature est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le taux de la quotité, sur le taux arrêté par le préfet d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Les indemnités et rentes à servir aux exploitants non assujettis, qui se sont placés eux-mêmes sous le bénéfice de la loi, se fera sur la base du gain annuel par eux déclaré au moment où ils contracteront assurance. Pour chaque département, il est également fixé un salaire de base minimum pour la fixation des rentes, et c'est sur ce salaire que sera calculée la rente d'un ouvrier de moins de 16 ans, s'il n'est établi qu'il gagnait davantage.

Sauf stipulations contraires des traités, les indemnités journalières sont refusées aux ouvriers étrangers ne résidant pas sur le territoire français.

Les autres articles du projet sont relatifs aux délais de déclaration, d'enquête des rapports d'expertise et de transmission des avis par la Mairie à l'Inspection du Travail (les délais sont plus longs que ceux prévus par la loi du 9 avril 1898), à la détermination précise des responsabilités de l'ex-

exploitant et du propriétaire en cas de métayage, à la responsabilité collective des exploitants pour lesquels des travaux ont été effectués en commun, etc., etc.

Un certain nombre de décrets et de règlements d'administration publique sont prévus dans le projet pour régler des questions de détail.

Enfin, le projet laisse subsister la loi du 30 juin 1899, sauf dans le cas où des moteurs inanimés sont utilisés, pour les besoins de leur exploitation, par les agriculteurs auxquels ils appartiennent et qui sont eux-mêmes assujettis à la nouvelle loi.

Malgré les dérogations importantes qu'il apporte dans l'application de la loi de 1898, à l'agriculture, il laisse subsister toutes les dispositions fondamentales de cette loi : risque professionnel avec ses conséquences juridiques; faculté donnée à la victime de choisir librement son médecin; calcul forfaitaire des indemnités et des rentes; revision des rentes, etc.



CHAPITRE II

Législation alsacienne-lorraine en ce qui concerne les accidents du travail agricole

Les textes qui constituent la charte en la matière sont d'abord le Code des Assurances sociales allemand (1) (par. 915 à 1.045 inclus) qui, par la loi française du 17 octobre 1919, a été maintenu en vigueur en Alsace-Lorraine, la Loi allemande d'introduction du Code des Assurances sociales, la Loi alsacienne-lorraine d'exécution du Code du 5 août 1912 et l'Instruction pour l'application du C. A. S. en Alsace-Lorraine du 1^{er} mai 1913. Aucune modification fondamentale n'a été apportée au régime de cette assurance par les lois, décrets et arrêtés intervenus depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

En Alsace-Lorraine, la réparation des accidents du travail, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, est obtenue par un régime d'assurances obligatoire : assurance-maladie et assurance-accidents. Pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident, les prestations sont à la charge de l'assurance-maladie (2) et à partir de la quatorzième semaine, à la

(1) Désigné par les initiales C. A. S.

(2) Ou encore de l'employeur ou de la commune pour les non assujettis à l'assurance-maladie.

charge de l'assurance-accidents. L'agriculture et l'industrie sont régies par deux lois différentes, c'est-à-dire par deux parties différentes du C. A. S.

Cela ne veut pas dire, cependant, que les principes de l'assurance sont différents dans l'agriculture et dans l'industrie. Pour tout ce qui touche au principe même du risque : détermination des accidents du travail, calcul des indemnités, etc., les règles sont les mêmes, et sur ces points les articles du C. A. S. relatifs à l'agriculture se contentent de renvoyer aux articles correspondants de l'assurance-accidents dans l'industrie, mais l'organisation de l'assurance ne pouvait pas être la même dans les deux cas; c'est pourquoi un texte spécial à l'agriculture était nécessaire, le nombre des dérogations étant assez considérable.

Nous allons examiner les principales dispositions du Code et des lois complémentaires relatives à l'assurance contre les accidents du travail agricole : elles concernent :

- 1° l'étendue de l'assurance,
- 2° l'objet de l'assurance,
- 3° les institutions chargées de l'assurance,
- 4° l'organisation financière de l'assurance.

Les exploitations qui sont soumises à l'assurance accidents agricoles sont toutes les exploitations agricoles et forestières. Outre les travaux agricoles ordinaires, on doit considérer comme travaux de l'exploitation agricole les réparations courantes aux bâtiments de l'exploitation, l'établissement et l'entretien des chemins, digues, canaux et cours d'eau, en tant que le cultivateur en est l'entrepreneur. On considère également comme exploitations agricoles l'horticulture, les exploi-

tations forestières, l'entretien des parcs et jardins (1), ainsi que toutes les exploitations annexes des exploitations agricoles (laiteries, fromageries, distilleries, entreprises de battage, de pâturage, carrières de sable et gravier, etc.), à l'exception toutefois des mines, salines, hauts-fourneaux, etc.

Dans les exploitations assujetties, sont assurés obligatoirement contre les accidents :

1° le chef d'exploitation ainsi que son conjoint, si ce dernier travaille dans l'exploitation (article 2 de la loi du 5 août 1912),

2° les ouvriers agricoles et techniques, sans limitation de salaire,

3° les employés d'exploitation dont la rémunération annuelle ne dépasse pas 6,250 francs (2). D'ailleurs, les statuts des corporations-accidents peuvent étendre l'assurance obligatoire aux employés gagnant un salaire plus élevé.

La législation sur l'assurance industrielle, à laquelle renvoie la législation sur l'assurance agricole pose en principe (article 555) : « L'assurance a pour objet la réparation du dommage causé par lésion corporelle ou mort. » Cette réparation est forfaitaire.

Pendant les treize premières semaines, la victime, ainsi que sa famille, a droit à toutes les prestations de l'assurance-maladie : ces prestations, qui consistent dans les secours médicaux et pharmaceutiques et dans une indemnité journalière au moins égale à la moitié du salaire de base à partir du qua-

(1) A l'exception des jardins domestiques et d'agrément.

(2) Une modification de cette limite maxima est envisagée comme conséquence de l'élévation des salaires.

trième jour qui suit l'accident, sont à la charge de la Caisse maladie (1), si la victime est soumise à l'assurance-maladie, de l'employeur, si elle est dispensée de l'obligation de cette assurance conformément à l'article 418 du C. A. S., et de la commune du lieu de l'accident dans les autres cas. Ainsi, au point de vue de sa réparation, l'accident est à peu près complètement assimilé à la maladie pendant les treize premières semaines.

A partir de la quatorzième semaine, les prestations sont à la charge de la Corporation agricole accidents (2) : la victime a droit, de la part de cette institution, au traitement de maladie et à une rente pendant toute la durée de l'incapacité de travail. Cette rente, en cas d'incapacité totale de travail, est égale aux deux tiers de la rémunération annuelle calculée comme il est indiqué ci-dessous (3). En cas d'incapacité partielle, la rente est égale à une fraction de la rente entière correspondant à la réduction de la capacité de travail. Si, par suite de l'accident, le blessé se trouve dans un état de dénuement tel qu'il ne puisse subsister sans le secours d'autrui, la rente peut être élevée jusqu'au montant intégral de sa rému-

(1) Les prestations indiquées ci-dessus sont les prestations minima obligatoires de l'assurance-maladie (art. 182 du C. A. S.). Ce sont les prestations accordées par la commune. Mais lorsque la victime est assujettie à l'assurance-maladie, ce sont les prestations de la caisse à laquelle elle est affiliée qui doivent être accordées, et ces prestations peuvent être notablement supérieures au minimum obligatoire.

(2) Celle-ci peut d'ailleurs prendre en mains le traitement curatif avant l'expiration des 13 premières semaines, sauf à en demander le remboursement à l'organe qui en avait la charge.

(3) La portion du salaire jusqu'à 4,500 fr. est entièrement prise en considération dans le calcul de la rente, l'excédent seulement pour un tiers.

nération annuelle pendant la durée de cet état. De même la rente partielle peut, dans certains cas, être élevée jusqu'au montant de la rente entière.

En cas de mort par accident, il est accordé à la famille un secours au décès et, en outre, une rente à la veuve jusqu'à son décès ou son mariage, ainsi qu'à chaque enfant jusqu'à sa 15^e année révolue. Les ascendants reçoivent aussi, dans certains cas, une rente.

Les rentes de survivants ne peuvent, au total, excéder les 3/5 de la rémunération annuelle.

La caisse-maladie, la commune et la corporation agricole sont autorisées à remplacer, pour un accidenté, avec son consentement dans certains cas, et obligatoirement malgré son refus dans d'autres, les indemnités ou rentes et le traitement à domicile par le traitement à l'hôpital. En ce cas, si l'hospitalisé a une famille, celle-ci reçoit un secours pécuniaire spécial.

Pour les employés et ouvriers techniques, la rémunération annuelle, qui sert de base à la détermination des rentes, est, comme dans l'industrie, le produit par 300 de la rémunération moyenne effective qu'ils ont touchée par journée complète de travail. Pour les ouvriers, les chefs d'exploitation et autres personnes assurées, la rémunération annuelle qui sert de base est la rémunération annuelle moyenne déterminée tous les quatre ans, par âge, etc. par l'Office Supérieur pour tout son district, après avis des Offices d'assurance et des agriculteurs.

La victime et ses survivants sont déchus de tout droit si l'accident a été provoqué intentionnellement par eux. De même la réparation peut être refusée en totalité ou en partie si

la victime s'est attiré l'accident en commettant un crime ou délit.

On peut considérer les Caisses-maladie comme étant, à un certain point de vue, des institutions d'assurance-accidents, puisqu'elles ont la charge des prestations à allouer pendant les treize premières semaines aux accidentés lorsque ces derniers sont assujettis à l'assurance-maladie. Mais les institutions fondamentales de l'assurance-accidents dans l'agriculture sont les Corporations agricoles, qui sont des Mutuelles patronales, groupant obligatoirement l'ensemble des chefs des exploitations qui ont leur siège dans la circonscription de la corporation. Les corporations agricoles, à l'inverse des corporations industrielles, sont, en effet, territoriales en raison de la similitude des exploitations assujetties.

Les règles principales de leur organisation se trouvent dans le C. A. S. et les différentes lois sur l'assurance-accidents, tandis que leurs statuts, qui sont élaborés par l'assemblée corporative, règlent leur administration intérieure et fixent leur règlement. Cette assemblée corporative est élue par tous les membres de la corporation, suivant un mode assez compliqué basé sur le principe de la représentation proportionnelle.

La corporation, organe officiel, n'est pas, à proprement parler, une institution d'Etat; on peut l'assimiler à un établissement public, sous la surveillance des autorités d'assurance. Elle possède la personnalité civile et est administrée par un Comité directeur élu par l'assemblée corporative. Ce Comité présente tous les ans à l'assemblée un rapport administratif et financier pour l'exercice clos. Le président du Comité représente la corporation dans tous les actes de la vie civile, notamment devant les tribunaux.

Certaines questions sont réservées à la décision de l'assemblée corporative, par exemple : les changements aux statuts, la vérification et l'approbation des comptes annuels, l'examen des mesures préventives contre les accidents, l'établissement annuel du budget, des frais d'administration, la création d'hôpitaux, etc.

La corporation peut prescrire aux chefs d'exploitations toutes mesures nécessaires pour la prévention des accidents. Des représentants des assurés en nombre égal à celui des membres du Comité et avec droit intégral de vote sont convoqués par le Comité aux délibérations relatives aux prescriptions à établir. La corporation fait surveiller l'exécution des prescriptions préventives par des fonctionnaires techniques spéciaux. Ceux-ci établissent des rapports sur les mesures à prendre pour améliorer les prescriptions préventives. La corporation peut frapper d'amendes très élevées les chefs d'exploitation négligents. Dans certains cas, la responsabilité civile de ces derniers est engagée soit vis-à-vis d'un ouvrier ou employé victime d'un accident, soit vis-à-vis de la caisse-maladie, de la commune et de la corporation qui a eu la charge des prestations.

On a vu que pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident, les prestations sont celles de l'assurance-maladie : ces prestations n'étant pas à la charge des corporations, les chefs d'exploitations, c'est-à-dire les patrons, n'y contribuent que dans la mesure où ils participent aux charges de l'assurance-maladie, c'est-à-dire dans la proportion d'un tiers. Cependant ils supportent entièrement cette charge lorsqu'ils ont demandé que leurs ouvriers soient dispensés de l'assurance-maladie. Par contre, lorsqu'ils sont eux-mê-

mes victimes d'un accident, la charge des prestations à leur fournir pendant les treize premières semaines est supportée par la commune puisqu'ils ne sont pas assujettis à l'assurance-maladie.

Les corporations agricoles (et il en est de même des corporations industrielles) ne pratiquent pas le système de la capitalisation, mais un système mixte de répartition avec fonds de réserve. Elles répartissent entre leurs membres les dépenses annuelles, qui comprennent les paiements des arrérages de rentes et autres prestations, les frais d'administration et les sommes à porter au fonds de réserve. La répartition annuelle s'effectue conformément aux règles édictées par la loi du 5 août 1912.

Le Comité directeur de la corporation établit d'après le cadastre, pour chaque commune de sa circonscription, la superficie totale de chaque nature de culture. D'autre part, l'assemblée corporative fixe pour chaque nature de culture, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la nature du sol, le nombre de journées de travail nécessaires à la culture d'un hectare, en employant exclusivement la main-d'œuvre masculine (chiffre de base). En outre, si pour la répartition des cotisations les statuts de la corporation prescrivent la prise en considération du risque d'accidents (1), il y a lieu de créer des classes de risques et de répartir les différentes natures de culture dans les dites classes. En conséquence, en tenant compte du chiffre de base du salaire local déterminé par l'Of-

(1) Ce qui est le cas de toutes les corporations alsaciennes-lorraines.

Office Supérieur et, s'il y a lieu, des classes de risques, le Comité directeur de la corporation détermine, pour chaque commune, le montant des cotisations qui sont à verser à la corporation. Ce total de cotisations, fixé pour la commune, est, en tant qu'il n'est pas couvert par le produit des locations de chasse de la commune, réparti, proportionnellement au montant de l'impôt foncier, sur tous les contribuables de l'impôt foncier de la commune. La taxation et la perception se font de la même manière que pour les centimes communaux additionnels à l'impôt foncier et avec application par analogie des dispositions qui y sont relatives.

Lorsque la cotisation est, par suite des dispositions ci-dessus, payée par une autre personne que le chef d'exploitation (par exemple : par un propriétaire foncier non exploitant), celui-ci doit la lui restituer.

Pour résumer, on peut dire que le montant à percevoir annuellement par la corporation est réparti entre les communes de la circonscription (en l'espèce, le département) proportionnellement au nombre des unités de cotisations fixées pour chaque commune en fonction : 1° des journées de travail nécessaires aux cultures; 2° d'un tarif de risque, et 3° du gain annuel déterminé par l'Office Supérieur d'assurance. La part de la commune ainsi calculée est répartie ensuite entre les propriétaires fonciers proportionnellement à la contribution foncière.

Le tableau ci-joint, qui se rapporte à la corporation agricole de la Moselle, fera comprendre plus que de longs détails la méthode suivie pour effectuer la répartition entre les différentes communes.

DONNÉES DU CADASTRE		NOMBRE de jour- nées fixées par hectare et par année (1)	TOTAL des jour- nées de travail servant de base au calcul des cotisa- tions (col. 2 × col. 3)	CHIFFRE de risques	SALAIRE local fixé par l'Office Supérieur des Assu- rances (2)	UNITÉS de cotisa- tion (col. 4 × col. 5 × col. 6)	TAUX d'impôt pour mille unités (3)		TOTAL à prélever
GENRE de CULTURE	HEC- TARES						fr.	c.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Terres arables et prés.....		30		6					
Vignes.....		200		1					
Jardins.....		250		1/2					
Pâtures et fri- ches.....		5		1/2					
Surfaces d'eau ..		7		1/2					
Forêts.....		6		3					
							3	35	
					Couvert par l'argent de la chasse.....				
					Reste à couvrir par la con- tribution foncière.....				

Le total général de la cotisation pour 1920 recouvrée en 1921 est de 1,250,000 fr.
Le montant à encaisser — rubrique 9 — est arrondi au chiffre de 5 c.
La somme des unités d'imposition est de : 390,694,588.

(1) Les nombres moyens annuels de journées de travail par hectare ont été déter-
minés en 1912.

(2) Le salaire local peut différer d'un arrondissement à l'autre.

(3) Le taux par unité de cotisation est obtenu en divisant la somme à répartir par
le total des unités de cotisation pour l'ensemble des communes du département de la
Moselle.

La procédure de répartition ci-dessus ne peut être suivie que pour les entreprises agricoles avec exploitation du sol, qui sont d'ailleurs de beaucoup les plus nombreuses.

Les cotisations à verser pour les employés d'exploitation et les ouvriers techniques, pour les entreprises agricoles sans exploitation du sol et les exploitations agricoles accessoires, sont calculées autrement et perçues sur la base de rôles spéciaux. Tous les détails de cette répartition et du recouvrement des cotisations se trouvent dans la loi alsacienne-lorraine du 5 août 1912 et l'instruction du 1^{er} mai 1913.

Bien que pratiquant le système de la répartition, les corporations sont tenues de constituer un fonds de réserve en ajoutant 2 o/o au montant de la somme à répartir jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le double des dépenses annuelles.

La corporation effectue le paiement des rentes sur mandat du Comité directeur, par l'intermédiaire du bureau postal du domicile de l'ayant-droit. La Poste est d'ailleurs chargée du paiement de toutes les rentes d'assurance sociale et les institutions la couvrent au moyen d'avances mensuelles ou trimestrielles, la liquidation des comptes ayant lieu annuellement en fin d'exercice.

Les corporations agricoles sont soumises au contrôle d'autorités d'assurances, qui sont des organismes d'Etat.

Ces autorités publiques d'assurance agricole contre les accidents sont les mêmes que pour les autres assurances sociales régies par le C. A. S.

Ce sont, suivant l'ordre hiérarchique :

L'Office d'assurance près de chaque autorité administra-

tive inférieure (sous-préfecture, et, dans les villes de plus de 10.000 habitants, les mairies).

Les Offices supérieurs d'assurance au nombre de trois, c'est-à-dire un dans chaque département.

L'Office Général des Assurances sociales à Strasbourg.

Le contentieux de l'assurance ne relève pas des tribunaux de droit commun, mais d'une juridiction spéciale d'assurance instituée près des Offices d'assurance, des Offices supérieurs et de l'Office Général. Près des Offices d'assurance sont les Comités de contentieux judiciaires et administratifs. Près des Offices supérieurs se trouvent une ou plusieurs Chambres de contentieux judiciaire et une Chambre de contentieux administratif. Près de l'Office Général fonctionne le Conseil administratif, compétent dans les affaires de Contentieux administratif et les Conseils de Contentieux judiciaire. Tous ces tribunaux comprennent des représentants élus des patrons et des ouvriers.

De même que les trois catégories d'offices forment trois autorités administratives superposées, de même les tribunaux d'assurance qui se trouvent près d'eux sont hiérarchisés; ceux de l'Office Général statuent en dernier ressort. Cependant les Offices supérieurs statuent en dernier ressort sur certaines questions.

Bien que la législation concernant l'assurance-accidents dans l'agriculture soit en partie calquée sur celle de l'assurance-accidents dans l'industrie (1), il existe entre elles de

(1) Ceci ressort nettement du Code d'assurance sociale où la partie accidents industriels comprend 380 articles et la partie accidents agricoles 131. D'ailleurs dans celle-ci de nombreux articles renvoient purement et simplement à l'assurance industrielle.

notables différences qu'il est intéressant de faire ressortir. Voici les principales :

1° A la différence de l'assurance industrielle, l'assurance agricole profite, non seulement aux salariés, mais à tous les entrepreneurs agricoles, c'est-à-dire à tous les chefs d'exploitation. Ceux-ci sont protégés contre le risque accidents tout en jouant le rôle d'assureurs vis-à-vis des ouvriers qu'ils occupent. En outre, les membres de la famille de l'exploitant occupés dans l'exploitation sont aussi protégés. L'assurance agricole présente donc le caractère tout particulier d'assurance patronale et ouvrière à la fois.

2° La disposition de l'assurance industrielle, qui décide que le secours pécuniaire de maladie est porté de la moitié aux deux tiers du salaire à partir de la cinquième semaine d'incapacité ne s'applique pas à l'agriculture. On a craint d'imposer aux communes et aux exploitations agricoles des charges excessives et on a jugé, au surplus, que cette augmentation du secours en argent s'imposait moins à la campagne qu'à la ville.

3° La détermination du salaire de base, qui sert à calculer les indemnités, s'effectue non comme dans l'industrie, à l'aide du salaire réel de l'assuré, mais au moyen du salaire annuel moyen que les ouvriers agricoles et forestiers gagnent suivant les régions. Ce salaire moyen est déterminé comme il a été dit plus haut par l'autorité administrative. Le même salaire moyen est utilisé pour le calcul des rentes allouées aux chefs d'exploitation. La constance des salaires à la campagne justifie cette simplification.

4° La répartition annuelle des charges de l'assurance entre les divers membres d'une corporation industrielle s'effec-

tue proportionnellement au montant des salaires payés par chacun d'eux et au coefficient du tarif de risques fixé pour son industrie. Nous avons vu, au contraire, que pour les corporations agricoles la répartition se fait en deux temps et que l'évaluation des journées de travail nécessaires à la culture est évaluée forfaitairement, ainsi que le gain des ouvriers. Cette méthode évite toutes les difficultés qui résulteraient de la détermination du montant des salaires effectivement payés, difficultés qui seraient insurmontables par suite du défaut de comptabilité dans la plupart des exploitations agricoles.

5° Le fonds de réserve que doivent constituer les corporations agricoles est bien moins important que celui des corporations industrielles, car les entreprises agricoles offrent des garanties au point de vue financier par suite de l'importance de leurs capitaux fonciers que ne présentent pas au même degré les entreprises industrielles.

6° Enfin les statuts des corporations agricoles (et non des corporations industrielles) peuvent stipuler que les petits chefs d'exploitation, dont les entreprises présentent un risque d'accidents minime et qui n'occupent qu'exceptionnellement des assurés contre rémunération, seront dispensés en tout ou en partie du paiement des cotisations.

Il existe en Alsace-Lorraine trois corporations accidents agricoles, dont la circonscription correspond à chacun des trois départements :

La Corporation agricole du Bas-Rhin,

La Corporation agricole du Haut-Rhin,

La Corporation agricole de la Moselle.

Ces corporations assurent environ 470.000 agriculteurs,

dont 55 o/o sont des chefs d'exploitations et 45 o/o des ouvriers agricoles ou des membres de la famille des chefs d'exploitations, qui travaillent dans l'entreprise agricole. Ces 470.000 assurés cultivent environ 900.000 hectares (non compris les forêts qui occupent 440.000 hectares). Le nombre des assurés ne peut être donné que très approximativement par suite du mode de répartition des charges qui n'oblige pas les corporations à connaître le nombre effectif des personnes soumises à l'assurance.

La charge des rentes allant croissant d'année en année, dans le système de répartition, pour atteindre, au bout d'une soixantaine d'années, un montant théoriquement constant, l'indication du chiffre actuel des rentes payées serait sans grande signification, d'autant plus que des allocations supplémentaires aux rentes ont dû être accordées comme conséquence de la vie chère et du décalage de toutes les valeurs depuis quatre ou cinq ans. Pour le même motif, il n'y a aucun intérêt à donner le pourcentage des charges annuelles par tête d'assuré ou par hectare. On peut cependant retenir qu'en 1919, après trente ans de fonctionnement, la charge annuelle de l'assurance (y compris les frais d'administration et les affectations annuelles au fonds de réserve) s'élevait à 4 fr. par 1.000 francs de salaire assuré et à 3 fr. par hectare en moyenne de terrains agricole ou forestier (1). A la même date

(1) C'est également ce chiffre de 3 fr. par hectare que M. Sagot, parlant au nom des Sociétés d'assurances mutuelles, a indiqué comme étant la prime moyenne à prévoir soit, pour les 45 millions d'hectares de la superficie cultivée de la France, environ 135 millions de francs qui représenteraient la charge de l'assurance acci-

le budget de chaque corporation variait de 722.000 francs pour la corporation agricole du Haut-Rhin, à 1.050.000 francs pour la corporation agricole du Bas-Rhin (dont 10 o/o environ représentent les frais d'administration).

dent agricole en France, si tous les cultivateurs étaient assurés. Avec la hausse des salaires depuis la guerre, ce chiffre devrait être au moins doublé.

CHAPITRE III

Comparaison des deux législations

La législation française concernant les accidents du travail dans l'agriculture, telle qu'elle résultera des lois de 1898, de 1899, de 1914 et du projet de loi actuel, constituera-t-elle, avec les adaptations nécessaires, une simple extension aux accidents du travail agricole et forestier du principe du risque professionnel?

Comme dans l'industrie et le commerce, la réparation de tous les accidents survenus au personnel salarié (et même, dans le cas de la loi de 1899, à d'autres personnes) par le fait ou à l'occasion du travail, sauf le cas de faute intentionnelle ou celui de force majeure, incombera au chef d'entreprise, qui devra la faire rentrer dans ses frais généraux.

Cependant, cette nouvelle législation sera loin d'atteindre tous les salariés de l'agriculture. Le problème était, en effet, autrement ardu à résoudre dans l'agriculture que dans l'industrie et le principe de la responsabilité patronale autrement difficile à appliquer sans créer d'importantes exceptions. C'est pour ce motif que les petits exploitants, tels qu'ils sont définis dans le projet de loi, échappent à l'application du risque professionnel; or, le nombre de ces derniers est si élevé que l'exception deviendra la règle. On a voulu cepen-

dant leur permettre de réclamer pour eux, leur famille et leurs collaborateurs le bénéfice de la loi, sans être écrasés par les conséquences de leur responsabilité. Ce problème a été résolu en leur imposant l'assurance en cas d'adhésion à la loi. On peut dire, par conséquent, que le principe du risque professionnel avec liberté réglementée n'est pas appliqué dans toute sa rigueur et que tout en voulant rester, le plus possible, fidèle à ce principe, base de toute la législation du travail dans le commerce et l'industrie, on a été, par la force des choses, obligé d'y faire échec en partie et de créer un système mixte qui n'impose l'assurance qu'aux exploitants non assujettis qui voudraient adhérer à la loi. Cette assurance obligatoire pour les assujettis facultatifs jouera-t-elle? C'est ce que nous examinerons ultérieurement.

En Alsace-Lorraine, nous avons trouvé un système d'assurance obligatoire qui assujettit sans exception à l'assurance patrons et ouvriers. Sur les principes qui sont à la base de ce régime et qui sont les mêmes que ceux de l'assurance allemande, la plupart des auteurs français qui ont traité de cette matière commettent une erreur fondamentale lorsqu'ils disent que ce système est une application spéciale de la théorie du risque professionnel et que cette théorie est à la base aussi bien du régime allemand (donc alsacien-lorrain) que du régime français. Ces auteurs oublient que le risque professionnel constitue une simple extension de la responsabilité civile du patron qui entre en jeu, non plus seulement lorsqu'il y a faute de l'employeur, mais dès que le risque lui-même a joué, la notion du risque ayant remplacé celle de faute pour la réparation que l'employé peut demander à l'employeur. Mais quel que soit le fait qui déclanche cette responsabilité,

c'est le patron qui la supporte dans le régime français (1) : dans cette législation, il n'y a des rapports de droit qu'entre individus ou personnes privées. On se meut dans le droit privé et c'est pour ce motif que la loi du 9 avril 1898 trouve sa place dans le Code civil.

Avec le régime allemand et alsacien-lorrain, la question de la réparation des accidents du travail passe du domaine du droit privé dans celui du droit public (2). Sauf exception, la responsabilité civile du patron n'est jamais engagée. Dès que l'accident se produit, sa réparation incombe, sauf exception, à des organismes qui sont des institutions du droit public. Pendant les treize premières semaines, c'est la commune ou la caisse d'assurance-maladie. A partir de la quatorzième semaine, si la blessure n'est pas guérie, la réparation est prise en charge par un autre organisme de droit public réglementé et étroitement surveillé par des autorités d'Etat, la corporation mutuelle patronale qui groupe obligatoirement tous les patrons d'une profession et d'une région déterminée. Cette corporation a d'ailleurs elle-même un pouvoir réglementaire très étendu. Elle édicte des mesures préventives, elle liquide les rentes et répartit les charges entre ses membres, tout cela sous la surveillance des autorités d'Etat devant les tribunaux desquels les accidentés peuvent en appeler.

Si des principes différents ont été suivis et des solutions

(1) Le fait qu'il a contracté une assurance ne le décharge pas de cette responsabilité. Si l'assurance est défaillante pour quelque motif que ce soit, c'est lui qui devra assurer le service des prestations.

(2) Pour la réparation des accidents du travail, la victime n'a pas en face de lui des personnes privées, mais des organismes publics.

dissemblables adoptées pour la réparation des accidents du travail en France et en Alsace-Lorraine, du moins le législateur a voulu, dans l'un et l'autre pays, que la même législation soit applicable à l'industrie et à l'agriculture. Dans la législation française, la loi de 1898 reste la charte en la matière et la loi de 1914, relative aux exploitations forestières, ainsi que le projet de loi concernant les exploitations agricoles, ne font qu'étendre la législation générale à ces exploitations en y apportant des dérogations, d'ailleurs importantes. De même, le C. A. S. d'Alsace-Lorraine adopte le même régime pour l'assurance-accidents dans l'industrie et dans l'agriculture, en tenant compte des conditions spéciales de cette dernière.

En France et en Alsace-Lorraine, on a reconnu qu'en agriculture la réparation des accidents ne pouvait pas être uniquement liée au contrat de travail comme dans l'industrie, car il existe un grand nombre de chefs d'exploitations agricoles qui se trouvent dans une situation sociale identique à celle des ouvriers. C'est pour ce motif que, d'une part, le projet de loi français cherche à protéger ces exploitants eux-mêmes, et il ne pouvait le faire que par l'assurance, et que, d'autre part, la législation alsacienne-lorraine, encore plus extensive, a organisé, en agriculture, une assurance-accidents obligatoire qui est aussi bien patronale qu'ouvrière, cette assurance couvrant tous les risques des travailleurs agricoles, que ceux-ci soient des salariés ou des exploitants, et sans faire de distinction entre les petits et les grands exploitants. On peut dire, d'une façon générale, que la loi alsacienne-lorraine sur les accidents du travail protège tous ceux qui participent à la production agricole.

Le projet français est infiniment moins compréhensif que la loi alsacienne-lorraine : non seulement il n'assujettit pas obligatoirement les petits patrons cultivateurs, mais la loi ne sera pas applicable non plus aux ouvriers qu'ils emploient. Ainsi considérée dans son action minima, la loi française ne protégera aucun patron et une partie seulement des ouvriers agricoles : ceux qui travaillent dans les grandes exploitations ; considérée dans son action maxima, elle protégera tous les petits patrons agriculteurs et tous les ouvriers agricoles. Nous verrons plus loin les inconvénients d'un tel régime.

Si l'on compare la nature des accidents qui donnent lieu à réparation, on trouve que la législation alsacienne-lorraine est plus large que la loi du 9 avril 1898, à laquelle renvoie le projet de loi concernant l'agriculture.

La loi française n'indemnise que les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail et la jurisprudence de la Cour de Cassation impose au demandeur, c'est-à-dire à la victime ou à ses représentants, de faire cette preuve et d'établir que la lésion ou la mort a sa cause dans un accident se rattachant au travail. Elle dit, en effet, avec raison, que la loi de 1898 n'a apporté aucune dérogation au principe posé dans l'article 1315 du Code civil concernant la preuve des obligations, et celui qui réclame le bénéfice de cette loi doit justifier qu'il réunit les conditions par elle requises. Par suite, si le demandeur ne prouve pas le lien de cause à effet entre l'accident et le travail, il ne peut pas se prévaloir des dispositions de la loi. En réalité, il suffit au demandeur d'établir que l'accident a eu lieu au cours du travail, car alors les circonstan-

ces de fait permettent presque toujours de dire si l'accident se rattache au travail (1).

Il n'en reste pas moins que les accidents qui proviennent des cas de force majeure ne donnent pas lieu à indemnité. Ainsi, les accidents dus à l'action des forces de la nature ne tombent pas sous le coup de la loi, sauf s'il est prouvé que le travail a contribué à les mettre en mouvement ou à en aggraver les effets. Il en est de même des accidents provoqués intentionnellement par la victime. Dans le cas où l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, et lorsque la preuve peut en être faite, le tribunal a le droit de diminuer la pension.

Le Code alsacien-lorrain est presque muet en ce qui concerne l'indication des accidents qui tombent sous le coup de la loi. L'article 923 du C. A. S. ne définit pas clairement l'accident du travail : il parle des accidents survenus dans les exploitations agricoles (accidents du travail). Il appartenait donc à la jurisprudence de développer les éléments constitutifs de la définition sommaire donnée dans cet article. Cette jurisprudence a établi une distinction entre les risques professionnels proprement dits, trouvant leur cause dans le travail ou le fonctionnement de l'entreprise et les risques causés principalement par un événement étranger à l'entreprise. Ces derniers sont d'ailleurs assimilés aux accidents du travail proprement dits dans le cas où la victime a été exposée à

(1) Nous ne voulons pas entrer dans de plus grands détails. Mais on peut trouver des cas où des accidents ont été indemnisés même étant survenus en dehors du travail de la victime par le fait du travail des autres ouvriers ou des machines, mais alors la cause était inhérente au travail effectué.

l'accident du fait de son occupation dans l'entreprise et où l'on peut reconnaître l'existence d'un lien de causalité entre l'entreprise et le fait dommageable. Pratiquement, on peut dire que tous les accidents survenus au cours du travail, même pour cas de force majeure, que tout dommage causé par lésion corporelle ou mort, donnent lieu à réparation.

Il y a cependant un cas où le C. A. S. refuse toute indemnité, c'est celui où l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime ou ses survivants. En outre, la réparation peut être refusée en tout ou en partie lorsque la victime s'est attirée l'accident en commettant un crime ou un délit intentionnel établi par jugement pénal. En aucun cas, la faute inexcusable de l'ouvrier ne peut donner lieu à une réduction du montant de la pension.

En ce qui concerne les indemnités allouées, la législation alsacienne-lorraine est aussi plus large. Comme la loi de 1898, à laquelle renvoie aussi sur ce point le projet de loi français, elle alloue des indemnités pécuniaires forfaitaires.

En cas d'incapacité temporaire, l'une et l'autre accordent les secours médicaux et pharmaceutiques, ainsi que tous les moyens auxiliaires propres à assurer le succès du traitement et à atténuer les conséquences de la lésion (béquilles, appareils de soutien et autres). Quant au secours pécuniaire en Alsace-Lorraine, il peut être très variable pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident, puisque c'est celui de l'assurance-maladie, mais il est au moins égal à la moitié du salaire de base (1), à partir du quatrième jour d'incapa-

(1) C'est l'indemnité accordée par la commune pendant les 13 premières semaines lorsque la victime n'est pas assujettie à l'assurance-maladie, ce qui est le cas des patrons.

cité. Il peut être bien plus élevé suivant les statuts des caisses-maladie et être accordé à partir du premier jour de l'accident. A partir de la 14^e semaine qui suit l'accident, l'indemnité temporaire de l'assurance-maladie devient une rente à la charge de la corporation et son montant est fixé dans les conditions indiquées plus loin. La loi française de 1898 accorde une indemnité égale à la moitié du salaire de base à partir du quatrième jour et à partir du premier si l'incapacité a duré plus de dix jours.

En cas d'incapacité absolue et permanente, la rente accordée par les deux législations est égale aux deux tiers du salaire annuel. Mais le salaire entier n'est pas pris en considération dans le calcul. La loi française du 5 août 1920 décide que le salaire sera entièrement pris en compte jusqu'à 4.500 francs, que la portion comprise entre 4.500 et 15.000 francs entrera en compte pour un quart et la portion supérieure à 15.000 francs pour un huitième. En Alsace-Lorraine, les anciens tarifs n'ont pas encore été modifiés : le salaire entre entièrement en compte jusqu'à 2.250 francs et le surplus n'est pris en compte que pour un tiers; des allocations supplémentaires sont en outre accordées. Il est projeté d'adopter les tarifs français, sauf que la portion du salaire supérieure à 4.500 francs entrerait en compte pour un tiers (1). On a, en outre, vu qu'il y a un cas où la rente peut être supérieure et portée jusqu'au montant intégral de la rémunération annuelle. De même, si la victime, frappée d'une incapacité partielle ou permanente, se trouve, sans qu'il y ait de sa faute,

(1) Ces modifications ont été sanctionnées par le décret du 19 novembre 1921 à ratifier par les Chambres.

dépourvue de travail, la corporation peut élever temporairement sa rente partielle jusqu'au montant de la rente entière.

En cas d'incapacité permanente et partielle, le régime français accorde une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. Ce régime est nettement moins avantageux que le régime alsacien, qui accorde une portion de la rente entière correspondant à la réduction de la capacité de travail. Ainsi, en cas de réduction de 50 o/o de la capacité de travail, la rente alsacienne est égale à $1/2$ de la rente totale et la rente française à $1/3$.

Les autres dispositions concernant les indemnités funéraires, les rentes de survivants, la possibilité de rachat de la rente, etc. sont les mêmes ou s'équivalent.

Il faut cependant signaler que les corporations alsaciennes-lorraines peuvent remplacer dans certains cas les rentes par le traitement et l'entretien gratuits du blessé dans un établissement hospitalier. Dans ce cas, les proches parents de l'accidenté ont droit à une rente comme en cas de décès.

D'ailleurs, alors que la loi française établit une distinction essentielle entre l'incapacité temporaire et l'incapacité permanente, la loi alsacienne-lorraine ne demande pas au médecin expert de se prononcer à priori sur le caractère temporaire ou définitif de l'incapacité mais seulement sur l'importance de la réduction de la capacité de travail.

Une différence notable entre les deux régimes résulte du fait que la revision de la rente est toujours possible en Alsace-Lorraine; au contraire, en France, la demande en revision de l'indemnité n'est ouverte que pendant trois ans.

Il est en outre intéressant de remarquer que l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 prévoit que les chefs d'entreprise peu-

vent se décharger de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et les indemnités temporaires pendant une durée de 90 jours au plus (environ treize semaines) s'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels qui accordent ces soins et des indemnités égales à la moitié du salaire quotidien pendant une durée correspondante. Cette disposition se rapproche de la règle suivie dans la législation alsacienne-lorraine, qui met à la charge de l'assurance-maladie pendant les treize premières semaines les accidentés assujettis à cette assurance, c'est-à-dire tous les ouvriers agricoles.

Dans les deux législations les indemnités sont les mêmes dans l'industrie et l'agriculture, sauf la légère différence qui a été signalée en ce qui concerne le montant de l'indemnité entre la cinquième et la quatorzième semaine, dans la législation alsacienne-lorraine.

Les représentants de l'agriculture ont fait de vains efforts pour que les indemnités soient calculées dans l'agriculture d'après des tarifs moins élevés, afin de diminuer les charges des exploitants. Le projet de loi en suspens a repoussé ces propositions et maintenu l'égalité, qui est d'ailleurs sanctionnée par toutes les législations. Une inégalité ne serait d'ailleurs pas équitable, la différence des salaires dans l'industrie et l'agriculture étant suffisante pour établir une différence dans le montant des rentes, ce qui est justifié par le coût de la vie, un peu moins élevé à la campagne. Toute inégalité au détriment des ouvriers agricoles aurait d'ailleurs inévitablement pour effet d'accroître l'exode rural qui sévit particulièrement dans cette catégorie de cultivateurs.

Dans l'agriculture, la législation alsacienne-lorraine ne cal-

cule pas les secours pécuniaires de maladie accordés pendant les treize premières semaines, ainsi que les rentes allouées postérieurement, d'après le salaire effectif touché par les victimes au moment où l'accident est survenu, mais d'après un salaire local ou une rémunération annuelle moyenne fixée périodiquement par l'Office supérieur des Assurances. Cette façon de procéder constitue une grande simplification d'une part; d'autre part, elle est nécessitée par le fait que si le montant des salaires est assez constant à la campagne dans une région déterminée, par contre les conditions de rétribution des salariés agricoles sont bien plus variables que celles des salariés de l'industrie. Ils sont rétribués parfois en nature. On les engage tantôt à l'année, tantôt au mois, tantôt à la journée. Le salaire dépend aussi souvent de la nature du travail et de la saison, la moisson n'étant pas payée à un même ouvrier comme la fenaison ou le binage des betteraves, enfin certains travaux s'effectuant à la tâche.

La loi française sur les accidents forestiers et le projet de loi sur les accidents agricoles ont suivi cette méthode au moins partiellement. Ils prévoient, en cas de salaire variable, que les indemnités et rentes seront calculées d'après un salaire de base fixé périodiquement par le préfet.

Les institutions d'assurance n'ont pas du tout le même caractère en France et en Alsace-Lorraine. Le projet de loi français ne prévoit pas de forme nouvelle d'institution : les sociétés (sociétés anonymes ou mutuelles), qui assurent facultativement contre les accidents dans l'industrie et le commerce, assurent aussi les risques des accidents agricoles. Cependant le projet cherche à développer une forme particulière de sociétés spéciales à l'agriculture : ce sont les mutuelles

communales ou cantonales d'assurance de la loi du 4 juillet 1900, dont il a été question longuement en France.

En Alsace-Lorraine, les institutions de l'assurance sont des organismes publics créés obligatoirement et groupant obligatoirement tous les salariés d'une circonscription (caisses maladie) ou tous les patrons agriculteurs (corporations agricoles). Il existe une ou deux caisses maladie par arrondissement, tandis que la circonscription de chaque corporation embrasse un département. Ici, l'assurance-maladie s'impose comme complément de l'assurance-accidents, puisque celle-ci ne s'occupe pas des « petits accidents » qui n'occasionnent qu'une incapacité de travail de moins de quatorze semaines et ne prend en charge les autres qu'à partir de la quatorzième semaine. Les caisses maladie sont d'ailleurs bien plus adaptées au rôle d'assurance des petits accidents, car si ceux-ci sont considérables en nombre (ils représentent environ 85 o/o du chiffre total), peu importants au contraire sont leur gravité individuelle et les frais qu'ils entraînent. Par contre, ils réclament un prompt secours et une surveillance active si l'on veut éviter, d'une part l'aggravation du mal et d'un autre la pratique des fraudes et des abus. Des organes essentiellement locaux sont seuls en état de remplir ces conditions. Au contraire, les accidents qui entraînent l'allocation de rentes ne peuvent être mis à la charge que d'organismes offrant une plus grande surface et des garanties financières incontestables (ils représentent 88 o/o de l'ensemble des dépenses occasionnées pour la réparation totale des accidents du travail), surtout avec le système usité par les corporations pour la couverture de leurs charges. D'ailleurs, les à-coups et brusques changements dans le montant annuel de ces charges

sont évités avec un organisme plus puissant et plus étendu; enfin une répartition rationnelle des dépenses est plus facile avec des institutions à vaste circonscription, qui sont plus à même d'établir sur des bases scientifiques un tarif de risques et un tarif de la quantité de travail correspondant à chaque nature de culture. En France, les petites mutuelles-accidents qui existent actuellement et qui ne sont que communales ou cantonales doivent restreindre leurs opérations aux risques d'incapacité temporaires et sont obligés de réassurer leurs adhérents pour les risques de mort ou d'incapacité permanente à une Fédération, à une grande Mutuelle ou à une Société anonyme.

Les caisses mutuelles qui, conformément à l'article 11 du projet de loi, voudront assurer elles-mêmes tous les risques seront amenées à adopter le cadre départemental qui présente les inconvénients signalés en ce qui concerne les petits accidents. A défaut d'assurance-maladie, assurant les petits accidents, la forme à préconiser en agriculture est donc celle qui a déjà fait ses preuves : mutuelle communale ou cantonale pour les risques d'incapacité temporaire, les autres étant réassurées à une Fédération de réassurance plus à même de supporter de lourdes charges et de calculer des primes et un tarif de risques d'une façon moins empirique que ne peuvent le faire les mutuelles.

Alors qu'en France toutes les questions contentieuses en matière d'accidents du travail relèvent des tribunaux de droit commun, tribunaux civils et tribunaux administratifs, en Alsace-Lorraine toutes ces questions, ainsi d'ailleurs que toutes celles qui concernent les assurances sociales (interprétation des statuts, conflits entre employeurs et assurés, contes-

tations au sujet de la détermination des indemnités relatives aux accidents du travail, etc.) relèvent de tribunaux spéciaux existant près des autorités publiques d'assurances sociales, c'est-à-dire des Offices. Ces autorités statuent souverainement. Il résulte de cette spécialisation que la jurisprudence est beaucoup plus fixe et que les questions sont traitées par des spécialistes, ce qui est absolument nécessaire si l'on songe que le C. A. S. compte plus de 1.800 articles.

L'Etat ne supporte aucune charge résultant de l'assurance-accidents en Alsace-Lorraine, sinon les frais du paiement des rentes, qui est effectué par la Poste.

Au contraire, le projet de loi français prévoit que l'Etat supportera la moitié des cotisations que devraient payer les assujettis facultatifs, qui réclameront le bénéfice de la loi pour eux, leur famille et le personnel qu'ils emploient. Au cas, peu probable d'ailleurs, où ces assurés seraient nombreux, la charge pour l'Etat pourrait devenir très lourde.



CHAPITRE IV

Etude critique.

Supériorité de l'assurance obligatoire

Comme l'a brillamment exposé M. Capitant, dans le rapport qu'il présenta sur la matière en 1909 à l'Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs, le problème du risque professionnel ne se présente pas du tout de la même façon dans l'agriculture que dans le commerce et l'industrie. Ceci tient principalement au fait que l'organisation de la production y est très différente. La production agricole en France est encore traditionnelle, très faiblement industrialisée, en tous cas nullement concentrée, et elle se répartit dans un nombre énorme d'entreprises.

Si on étudie la composition de cette population en France avant la guerre et en Alsace-Lorraine, en utilisant en France les statistiques du Ministère de l'Agriculture et du Ministère des Finances, et en Alsace-Lorraine les statistiques professionnelles et agricoles, on constate, en premier lieu, que la grande majorité des chefs d'exploitations sont des cultivateurs travaillant seuls ou avec l'aide de leur famille et qui, par suite, ne font qu'exceptionnellement appel à la main-d'œuvre salariée.

Voici les chiffres fournis sur la France par le Ministère des Finances en 1908 : ils constituent les documents les plus récents et les plus sérieux que l'on ait sur le nombre et l'étendue des exploitations par catégorie d'étendue :

CATÉGORIES D'EXPLOITATIONS	NOMBRE	° / ° DU TOTAL
a) Moins de 1 hectare.....	2.087.831	37,9
b) 1 à 10 hectares.....	2.523.713	45,8
c) 10 à 40 hectares.....	745.862	13,5
d) 40 à 100 hectares.....	118.497	2,2
e) plus de 100 hectares.....	29.541	0,6
TOTAL pour la France (non compris l'Alsace-Lorraine).....	5.505.464	100

Les statistiques que l'on possède à ce sujet pour l'Alsace-Lorraine se rapportent à une année très voisine : l'année 1907. La répartition qu'elles fournissent est la suivante :

CATÉGORIES D'EXPLOITATIONS	NOMBRE	° / ° DU TOTAL
a) Moins de 2 hectares.....	152.246	62,2
b) de 2 à 5 hectares.....	54.049	22,1
c) de 5 à 20 hectares.....	34.471	14
d) de 20 à 100 hectares.....	3.830	1,6
e) plus de 100 hectares... ..	352	0,1
TOTAL.....	244.498	100

La comparaison de ces deux tableaux montre que l'Alsace-Lorraine est, encore plus que le reste de la France, un pays de petite culture. D'autre part, si l'on retient que la moyenne des exploitations de dix à quarante hectares oscille autour de vingt hectares, superficie qui peut, sauf culture très intensive,

être encore cultivée par un exploitant avec le seul secours des membres de sa famille et occasionnellement quelques salariés, on peut, dans les deux tableaux ci-dessus, ranger dans les petits exploitants tous les chefs d'exploitations des entreprises a), b) et c), ce qui donne un total de 5.357.426 sur 5.505.464, soit 97.3 o/o pour la France et 240.766 sur 244.948, soit 98.3 o/o pour l'Alsace-Lorraine.

Ces petits exploitants cultivent en France 27 millions et demi d'hectares sur 44 millions, soit 62.5 o/o, et en Alsace-Lorraine 560.000 hectares sur 760.000, soit 73.6 o/o, le complément étant cultivé surtout par de la main-d'œuvre salariée. Ces chiffres montrent bien que les petits chefs d'exploitation sont infiniment plus nombreux que les grands exploitants. Ces chiffres montrent bien que *les petits chefs d'exploitation sont infiniment plus nombreux que les grands exploitants.*

Cette première constatation faite, il faut étudier dans quel rapport se trouvent le nombre des chefs d'exploitations, c'est-à-dire les patrons et les salariés agricoles.

D'après la statistique agricole de 1892, la population des travailleurs agricoles se divisait comme suit en France :

Chefs d'exploitations	{ Propriétaires.....	
(y compris les femmes)	{ Fermiers.....	3.604.789 (1)
	{ Métayers.....	
Salariés.....		3.058.346 (2)
Total.....		6.663.135

(1) Ce chiffre diffère notablement de celui obtenu plus haut par le nombre des exploitations (5.505.464), parce qu'il ne comprend pas la plupart des chefs d'exploitations inférieures à 1 hectare, celles-ci étant presque toujours des exploitations maraîchères, des petites propriétés viticoles ou des petites propriétés de journaliers comportant une maison et un jardin. En déduisant du chiffre indiqué ci-dessus le nombre des chefs d'exploitations inférieures à 1 hectare, on obtient 3.417.613, chiffre qui se rapproche de celui donné dans les statistiques de la population agricole.

(2) Y compris environ 600.000 salariés propriétaires d'un petit bien qu'ils exploitent, ainsi que les servantes de ferme.

soit 54,1 o/o pour les patrons
et 45,9 o/o pour les salariés.

Voici, d'autre part, le résultat du recensement de 1911 en ce qui concerne la population agricole active masculine :

Patrons	2.872.935
Salariés	2.406.540
Total.....	<u>5.279.475</u>

soit 54 o/o pour les patrons
et 46 o/o pour les ouvriers.

Ainsi, ces derniers chiffres concordent avec ceux de 1892.

En ce qui concerne la population agricole active *totale*, les chiffres fournis par le recensement de 1911 sont les suivants :

Patrons :

Propriétaires, fermiers, métayers	5.119.825
Jardiniers	99.639
	<u>5.219.464 (1)</u>

Ouvriers :

Ouvriers, journaliers agricoles	2.403.445
Domestiques agricoles	744.937
Charretiers agricoles	28.595
Jardiniers	115.038
	<u>3.292.015</u>

(1) Ce chiffre comprend non seulement les chefs d'exploitations proprement dits, mais aussi les membres de sa famille qui sont occupés aux travaux des champs.

Quelles ont été les répercussions de la guerre sur ces chiffres c'est-à-dire sur le total de la population rurale active et sa répartition entre les chefs d'exploitations et les ouvriers ?

On évalue à environ 1.600.000 hommes les pertes subies par l'agriculture du fait de la guerre 1914-1918. Ce chiffre se répartit ainsi :

Tués ou disparus : 1.000.000.

Mutilés gravement atteints et ne pouvant effectuer qu'un travail très réduit : 350.000.

Ruraux appelés à quitter la campagne pour remplacer les travailleurs urbains disparus : 250.000.

Il est permis de supposer que les tués et mutilés se répartissent entre chefs d'exploitations et ouvriers proportionnellement aux chiffres indiqués ci-dessus relativement à la population active masculine, soit 720.000 pour les chefs d'exploitations et 630.000 pour les ouvriers. Par contre les 250.000 ruraux qui ont quitté la campagne pour combler les vides des travailleurs urbains sont à peu près exclusivement des ouvriers agricoles. Si on introduit ces modifications dans les chiffres de la population agricole active totale donnés par le recensement de 1911, on obtient :

Patrons : 5.220.000 — 720.000 = 4.500.000

Ouvriers : 3.292.000 — 880.000 = 2.412.000 (1)

Total..... 6.912.000

Ces résultats, d'ailleurs très approximatifs puisqu'ils ont été obtenus par calcul, relativement à la répartition d'après

(1) Chiffre encore supérieur à celui fourni par MM. Brancher et Vuigner, au Congrès de l'Agriculture de 1919 et qui est de 2.312.357.

guerre de la population agricole active, montrent que le nombre des patrons se serait élevé par rapport à celui des ouvriers. Si l'on tient compte de l'accession à la propriété d'un grand nombre d'ouvriers (phénomène économique constaté depuis la guerre), on peut dire que les patrons (y compris les membres de leur famille jouant un rôle actif dans l'exploitation), sont, par rapport aux ouvriers agricoles, dans le rapport de 2 à 1.

On aboutit ainsi à cette deuxième constatation : c'est que, contrairement à ce qui a lieu dans l'industrie et commerce où, par suite de la concentration des capitaux et des entreprises, les patrons sont une petite minorité en face des salariés qu'ils emploient, au contraire, *en agriculture, les chefs d'exploitations l'emportent de beaucoup en nombre sur les ouvriers agricoles.*

Enfin, une troisième constatation s'impose : *c'est qu'un grand nombre de travailleurs ruraux sont à la fois ouvriers et propriétaires d'un petit bien qu'ils exploitent*, mais qui n'a pas une importance suffisante pour les occuper toute l'année eux et leur famille, ce qui les oblige à louer leurs services le reste du temps. La statistique agricole de 1892 évalue ces petits exploitants qui sont en même temps des salariés, à environ 600.000 pour la France. Elle les classe, d'ailleurs, dans la catégorie des salariés. Il faut ajouter que bon nombre de petits exploitants, sans se louer comme journaliers, viennent en aide à leurs voisins, petits cultivateurs comme eux, le tout à charge de revanche.

En résumé, dans l'agriculture française ou alsacienne-lorraine, les patrons, les chefs d'exploitations ne forment pas une classe distincte de celle des salariés. Les petits exploi-

tants : propriétaires, fermiers et métayers, se trouvent le plus souvent dans une situation très voisine de celle des journaliers agricoles et ils ont, le plus souvent, le même genre de vie, car les uns et les autres ont des ressources généralement modiques et vivent de leur travail quotidien. Toutes ces catégories de cultivateurs se pénètrent et les statistiques, avec leurs classifications rigides, ne permettent pas de se faire une idée rigoureusement exacte de la situation de notre population rurale.

Que doit-on conclure en ce qui concerne la législation sur les accidents du travail? C'est qu'il n'est pas possible d'étendre purement et simplement à l'agriculture la loi du 9 avril 1898 sur le risque professionnel. Cette extension pure et simple aurait pour résultat de créer une profonde inégalité entre cultivateurs qui ont autant besoin de protection les uns que les autres, les conséquences d'un accident étant aussi redoutables pour un petit exploitant que pour un salarié.

« Bien plus, fait remarquer M. Capitant, la réforme, loin
« de leur procurer la garantie dont ils ont besoin, ne ferait
« que leur imposer une charge nouvelle dont le poids pèserait
« lourdement sur leurs épaules. En effet, presque tous les
« petits cultivateurs font appel, au moment des gros travaux,
« et particulièrement de la récolte, soit à l'aide des voisins
« bienveillants qui viennent, à titre de réciprocité, donner un
« coup de main, soit aux services d'ouvriers salariés et, dans
« ce dernier cas, ils seront tenus de payer une indemnité si
« un accident du travail vient à se produire. »

M. Capitant fait remarquer avec juste raison que le petit exploitant ne songera pas à se garantir contre une responsabilité qui est limitée à quelques jours par an parce qu'il ne

pratique pas l'assurance contre les accidents et qu'il jugera inutile de verser une prime pour se garantir contre un risque qui dure si peu. Cependant ce risque est grand et c'est à tort que l'on croit, en général, que les accidents sont moins nombreux en agriculture que dans l'industrie. Les locaux ruraux sont souvent mal aménagés et les chutes sont nombreuses, en outre le contact des bestiaux est la cause de nombreux accidents, de même l'emploi de certaines machines telles que le hache-paille ou la batteuse.

Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs, que l'assurance auprès d'une société pour les ouvriers employés occasionnellement est pratiquement impossible; sans parler des primes relativement plus élevées qui sont demandées pour des journaliers qu'on n'emploie que quelques jours par an, les pertes de temps que cette assurance occasionnerait à un petit cultivateur qui se trouve souvent dans une situation précaire, travaille de ses mains et n'a précisément besoin d'auxiliaires qu'au moment où les travaux de la campagne sont le plus pressants, la lui rendrait trop onéreuse.

Si l'on se borne à appliquer purement et simplement le principe du risque professionnel à l'agriculture, on se trouve en face du dilemme suivant : ou bien l'on exemptera de la responsabilité patronale les petits exploitants (il faudra d'ailleurs préciser les limites de cette catégorie), pour la main-d'œuvre qu'ils emploient ordinairement d'une façon passagère, et par là même non seulement on ne protégera pas ces petits exploitants, mais on privera du bénéfice de la loi un grand nombre de salariés agricoles qui travaillent ordinairement soit une partie de l'année seulement, soit toute l'année, chez ces exploitants. En outre, on rendra plus difficile

à ces derniers le recrutement de la main-d'œuvre dont ils ont besoin, car l'ouvrier rural préférera louer ses services au grand propriétaire chez lequel il trouvera des garanties dont il serait privé chez le petit; ou bien on imposera la responsabilité patronale au petit exploitant, mais alors on lui créera des charges très élevées et qui peuvent le ruiner, au profit d'ouvriers dont la situation n'est guère plus précaire que la sienne, tandis que lui-même ne recevra aucune protection ni aucun secours si un accident lui survient dans les travaux qu'il partage avec ses ouvriers. Bien qu'exposé aux mêmes risques, qui, pour lui, auront des conséquences désastreuses, la loi, qui ne se place qu'au point de vue de l'ouvrier, ne pourra le protéger.

On voit ainsi à quelles injustices on aboutit par l'application pure et simple du risque professionnel à l'agriculture. Dans le premier cas, une catégorie de salariés est protégée et l'autre non; dans le deuxième cas, des petits exploitants, d'une condition sociale identique à celle des salariés, et encore plus nombreux que ces derniers, sont grevés de charges à leur profit et ne sont eux-mêmes pas protégés. Le problème paraît insoluble et il ne semble pas qu'on puisse sortir de ce dilemme sans l'assurance obligatoire.

A quelle solution le projet français s'est-il arrêté? Il a commencé par définir ce qu'il entend par petits exploitants: ce sont ceux qui travaillent d'ordinaire seuls ou à l'aide des membres de leur famille et qui n'emploient qu'occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non. Ces petits exploitants ne sont pas assujettis obligatoirement à la loi, mais ils peuvent en réclamer le bénéfice pour eux, leurs

familles et leurs journaliers en contractant une assurance. Ils sont donc dans la situation d'assujettis facultatifs avec assurance obligatoire. Le projet a ainsi reconnu d'une part l'impossibilité d'assujettir obligatoirement à la loi les petits exploitants et d'autre part la nécessité de leur offrir une possibilité de couvrir les risques qui sont susceptibles de les atteindre ainsi que leur famille ou leurs collaborateurs occasionnels.

Cette solution est loin, malgré tout, d'être satisfaisante. D'abord la définition des exploitants non assujettis à la loi est arbitraire et imprécise. Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement car il n'existe pas de limite précise entre les exploitants dont la situation est comparable à celle des ouvriers et les chefs des exploitations moyennes. La question des collaborateurs occasionnels donnera lieu à de fréquentes contestations en ce qui concerne l'assujettissement, car l'expression « collaborateurs occasionnels » est vague et des tribunaux déclareront assujettis, des exploitants qui ne croyaient pas tomber sous le coup de la loi et, de ce fait, n'avaient pas contracté d'assurance.

D'ailleurs, les Chambres se font de grandes illusions quant aux assujettissements volontaires à la loi par le moyen de l'assurance. Le petit cultivateur ne cherchera pas à couvrir par une assurance un risque dont il ne supportera pas la responsabilité et il faut ne pas connaître son imprévoyance pour espérer qu'il cherchera à se protéger lui-même, ainsi que sa famille. Il a d'ailleurs actuellement cette possibilité en dehors de toute loi sur les accidents du travail agricole; la loi du 18 juillet 1907 lui offre la faculté d'adhérer à la législation

sur les accidents du travail. Combien compte-t-on de petits cultivateurs qui aient usé de cette faculté?

Le législateur espère qu'en lui mettant sous la main, à sa portée, dans son village même, une assurance facile et peu coûteuse, qu'il administrera lui-même, il l'incitera à s'assurer et, dans ce but, il favorise la création des petits sociétés d'assurances mutuelles de la loi du 4 juillet 1900 et il prend à sa charge jusqu'à la moitié de la cotisation des petits exploitants. Quand on songe aux difficultés que rencontrent les associations agricoles de toutes sortes pour se développer et au petit nombre des adhérents des sociétés d'assurances mutuelles accidents, malgré le nombre assez élevé de ces dernières, on peut avoir des doutes sur leur extension future malgré les encouragements qui leur seront prodigués, ainsi que sur l'empressement des petits cultivateurs à s'affilier à ces sociétés.

Si l'on cherche à évaluer le nombre des exploitants à qui le projet de loi impose la responsabilité patronale et le nombre de ceux qui y échappent, on arrive à cette constatation, c'est que ces derniers sont infiniment plus nombreux que les premiers. Si on se reporte à la statistique fournie plus haut, on voit que 4.611.564 sur 5.505.464 sont des exploitations inférieures à 10 hectares : les chefs de ces exploitations seront presque tous dispensés de l'assujettissement. En effet, sauf quelques cas de culture très intensive, comme la culture maraîchère, une exploitation inférieure à 10 hectares ne nécessite pas d'une façon permanente une main-d'œuvre autre que celle de l'exploitant. Si même celui-ci trouve des collaborateurs dans sa famille et pratique une culture un peu extensive, il peut arriver à exploiter une propriété de 40 à 50 hectares avec

une main-d'œuvre supplémentaire simplement occasionnelle. Ce n'est donc pas trop s'avancer de dire que 900,000 chefs d'exploitations, soit 1/6 seulement, seront assujettis à la loi. Il est vrai d'ajouter d'une part que ces 900,000 exploitants cultivent avec de la main-d'œuvre salariée les 2/3 du territoire agricole de la France et, d'autre part, que sur les 4,600,000 exploitants non assujettis un grand nombre ne sont pas, à proprement parler, des exploitants agricoles, mais des entrepreneurs de cultures maraichères, horticolas, ou des propriétaires de simples jardins ouvriers, etc...

Ainsi, du côté patronal, le *projet n'assujettit obligatoirement qu'une minorité au risque professionnel*.

A quelles évaluations peut-on se livrer en ce qui concerne le nombre des ouvriers protégés par la loi en discussion ? La statistique agricole de 1892 évalue le nombre des salariés agricoles à 3,058,346 (1) :

	en 1892	en 1919 (environ)
Régisseurs	16.091	13.000
Journaliers	1.210.081	850.000
Domestiques	1.832.174	1.549.000
	3.058.346	2.412.000

(1) Une statistique du Ministère du Travail résultant d'une enquête effectuée en 1912 donne des chiffres très différents en ce qui concerne surtout les domestiques. Il n'est pas possible d'en faire état, cette statistique étant établie sur des bases très différentes et ses données ne concordant pas du tout avec les résultats du recensement de 1911. Nous la donnons ci-dessous pour mémoire.

Ouvriers agricoles :

Journaliers petits propriétaires	506.687
Journaliers non propriétaires	537.029
Domestiques et servantes de ferme	980.656
TOTAL.....	2.023.772

Par suite de la guerre et du dépeuplement des campagnes, le nombre des salariés agricoles a diminué aux environs de 2,400,000; c'est dans cette catégorie de ruraux, en effet, que l'exode vers les villes a surtout été intense, mais leur répartition ci-dessus a dû fort peu changer. Les domestiques ne constituaient pas, par définition, une main-d'œuvre occasionnelle. Aurent le bénéfice de la loi, par contre, environ la moitié des journaliers qui étaient en 1892 possesseurs d'un petit bien dont la culture les occupait une partie de l'année : ce sont ces journaliers propriétaires qui constituaient essentiellement la main-d'œuvre occasionnelle qui ne profitera pas de la loi. En effet, par le fait même qu'ils ne peuvent louer leurs services toute l'année, ils ne seront embauchés le plus souvent que par des petits exploitants qui n'ont besoin de journaliers que tout à fait temporairement et qui, par suite, ne seront pas assujettis à la loi, ou encore ils viendront en aide, à titre de réciprocité, à de petits cultivateurs comme eux et, dans ce cas aussi, ils ne bénéficieront pas de la loi. Il resterait donc comme bénéficiaires de la loi 1,600,000 domestiques et 400,000 journaliers, soit 2,000,000 salariés agricoles. Ce chiffre constitue certainement un maximum depuis la guerre l'accession à la propriété de nombre de salariés agricoles ayant probablement continué à diminuer cet effectif. Le Rapporteur du projet de loi à la Chambre a donc, à notre avis, exagéré leur nombre lorsqu'il a parlé de 3 millions de salariés qui seraient placés sous le régime de cette législation spéciale.

Ainsi, si l'on admet que les petits exploitants sont dans une situation absolument comparable à celle des salariés et qu'ils doivent être protégés comme eux contre les conséquences des accidents du travail, on arrive à cette conclusion que le projet

de loi français ne s'appliquera qu'à une minorité et manquera son but, il atteindra 2 millions de ruraux sur une population agricole active de 7 millions d'individus. Il aboutit à une injustice en divisant tant les chefs d'exploitations que les salariés en deux catégories soumises à deux régimes différents : pour l'une le droit commun, pour l'autre, celui de la loi de 1898.

En présence de l'impossibilité d'imposer aux petits exploitants la responsabilité patronale et, de la nécessité de les protéger eux-mêmes, on ne peut résoudre le problème en se maintenant dans le cadre de la loi de 1898, quelles que soient les modifications et dérogations qu'on y apporte. Seul un système d'assurance obligatoire à la fois patronal et ouvrier, comme le système alsacien-lorrain, permet de sortir de ce dilemme : ou bien sacrifier les petits cultivateurs en les assujettissant à la loi pour leurs ouvriers occasionnels et sans les protéger eux-mêmes, ou bien les laisser en dehors de la loi spéciale dont ne profiteront pas les ouvriers qu'ils emploient. Pour éviter le premier défaut, le projet français tombe dans le deuxième, car *on ne peut pas considérer comme un remède sérieux le correctif qu'il a introduit par la création d'assujettis facultatifs qui adhéreraient à la loi par le moyen d'une assurance.*

L'assurance obligatoire, dit M. Pic, est le corollaire logique du risque professionnel. Si cette opinion peut être contestée en ce qui concerne l'industrie, par contre en agriculture, elle nous apparaît comme particulièrement juste car on ne peut étendre le risque professionnel aux petits exploitants et les protéger efficacement, ainsi que leurs collaborateurs et leur

famille, contre les risques auxquels ils sont exposés que par l'assurance obligatoire.

Cette protection qui ne s'impose pas dans l'industrie est, au contraire, dans l'agriculture, la pierre d'achoppement d'une loi sur la matière, mais rendre l'assurance obligatoire sans créer les organes aptes à la réaliser dans les meilleures conditions possibles serait un remède pire que le mal, car on occasionnerait ainsi aux petits exploitants des difficultés innombrables.

L'expérience a démontré que cette assurance doit, pour être économique et, par suite, occasionner le minimum de charges à l'agriculture, s'effectuer par le moyen de sociétés mutuelles analogues aux corporations alsaciennes-lorraines, c'est-à-dire groupant tous les chefs d'exploitations d'une circonscription déterminée. Le système alsacien-lorrain, amélioré sur certains points de détail, représente le type d'organisation le plus parfait pour la protection des agriculteurs contre les accidents du travail. Il est obtenu avec le minimum de frais : ceux-ci s'élèvent, dans les corporations alsaciennes-lorraines, à 10 o/o environ de la charge des prestations, mais celles-ci n'ont pas atteint le maximum auxquelles elles doivent arriver en période de régime et les frais ne sont pas destinés à augmenter dans la même proportion. A part le paiement des rentes par la Poste, il n'occasionne pas de charge pour l'Etat, ce qui est un avantage considérable, tandis que le projet français prévoit des subventions qui pourraient devenir considérables pour payer la moitié des cotisations versées par les assurés volontaires aux sociétés d'assurances mutuelles.

Enfin, les Mutualités patronales alsaciennes-lorraines, qui sont à la fois des organes d'autorité en même temps que d'as-

surance, font l'éducation des assujettis par les mesures préventives qu'elles ont le pouvoir de prendre, par les règlements qu'elles édictent, ainsi que par les amendes qu'elles peuvent infliger à leurs membres.

Un avantage important du régime alsacien-lorrain en matière d'assurance-accidents résulte de sa coordination avec l'assurance-maladie dans le cadre général des assurances sociales. On a déjà fait ressortir les avantages qu'il y a à faire couvrir par l'assurance-maladie, les petits accidents dont les suites ne dépassent pas 13 semaines. On évite ainsi un grand nombre d'abus et de fraudes et on diminue d'environ 15 o/o le coût de l'assurance pour les employeurs. Mais il est certain que cet avantage ne peut exister qu'autant qu'il existe dans le pays un régime d'assurance-maladie : ce qui aura lieu pour la France dans un avenir prochain puisqu'un projet d'assurance-maladie-invalidité-vieillesse est actuellement soumis à l'examen de la Chambre des députés.

Il ne faut pas oublier enfin que la procédure d'assurance a lieu en France devant les tribunaux de droit commun, que l'accidenté est souvent victime des compagnies d'assurance ou d'hommes d'affaires qui emploient tous les moyens pour faire diminuer la rente qui lui revient. En Alsace-Lorraine, au contraire, la procédure devant la corporation et les offices d'assurance est rapide et gratuite. Les recours sont jugés, d'ailleurs, par des juges spécialistes.

Si, théoriquement, tout milite en faveur de l'assurance obligatoire, si, d'autre part, l'expérience d'un territoire bien français comme l'Alsace-Lorraine a démontré que c'est le régime préférable pour la protection des agriculteurs contre les accidents du travail, lorsqu'il est fondé sur des mutualités patro-

nales d'assurances, pourquoi n'a-t-il pas été adopté par le Gouvernement et par le Parlement français pour le reste du territoire? Le principal motif, nous le trouvons répété dans les différents rapports présentés sur ce sujet au nom des Commissions d'Assurance et de la Prévoyance sociales de la Chambre et du Sénat. En 1907, le rapporteur du projet de loi M. Chauvin écrit que la Commission de la Chambre « n'a pas « cru possible de faire pour les travailleurs agricoles une loi « qui serait le contrepied d'une législation considérée hier « encore comme le droit commun des travailleurs et étendue « comme telle au commerce, si en effet les deux législations « demeureraient parallèles, les injustices, dont on se plaint au- « jourd'hui a juste titre, seraient déplacées, non suppri- « mées ». Douze ans plus tard, M. Bienvenu-Martin, rappor- teur du projet de loi au Sénat, reprend le même argument : « L'assurance obligatoire, que beaucoup de bons esprits ont « préconisée, a l'avantage de supprimer toute distinction en- « tre les exploitants et de procurer à tous une protection as- « surée et uniforme, mais elle s'est heurtée à une objection « décisive : l'assurance obligatoire n'a été admise ni pour « l'industrie, ni pour le commerce. Pourrait-on y soumettre « l'agriculture sans saper les bases qui servent de fondement « à notre législation en matière d'accidents du travail? »

On n'invoque donc aucun argument direct contre l'assu- rance obligatoire, on n'élève aucune objection de principe, on se borne à déclarer nécessaire une législation uniforme pour l'industrie, le commerce et l'agriculture. Mais cette nécessité n'est pas du tout démontrée, c'est une simple affirmation. Nous ne voyons, au contraire, aucun inconvénient à asseoir la législation en matière d'accidents du travail sur des bases

différentes dans l'industrie et dans l'agriculture. L'organisation très différente de la production qui entraîne une répartition aussi très différente de la population justifie une organisation différente du risque professionnel : ici liberté réglementée, bénéfice de la loi réservé aux seuls salariés; là, assurance obligatoire, bénéfice de la loi étendu à tous les agriculteurs exploitants ou salariés.

Il n'y a aucun motif de modifier pour le commerce et l'industrie le régime de liberté réglementée établi par la loi de 1898, et auquel ils se sont très bien adaptés. Ce régime, bien que n'échappant pas à certaines critiques, est dans l'ensemble, assez satisfaisant (1), et protège à peu près tous les salariés. Par contre, il est rare que les patrons du commerce et de l'industrie effectuent les mêmes travaux que leurs ouvriers et, par suite, soient exposés aux mêmes risques qu'eux; ils se trouvent, d'ailleurs, en général, dans une situation de fortune telle qu'ils n'ont pas besoin d'être protégés eux-mêmes par une assurance obligatoire.

Dans l'industrie et le commerce, le nombre des salariés est beaucoup plus élevé que celui des chefs d'entreprises, on a vu que c'était le contraire dans l'agriculture. Enfin, l'emploi occasionnel de la main d'œuvre salariée de la part des petits patrons qui travaillent habituellement seuls est beaucoup moins fréquent dans le commerce et l'industrie que dans l'a-

(1) On lui fait notamment grief :

1° de ruiner certains petits patrons assez imprudents pour ne pas s'assurer;

2° d'obliger l'Etat à servir de caution pour les insolvables;

3° de créer une prime à l'emploi de célibataires et de certains étrangers

griculture. On commet donc une erreur en disant que l'assurance obligatoire appliquée seulement à l'agriculture ne ferait que déplacer et non supprimer les conséquences néfastes auxquelles aboutit la loi de 1898.

Est-ce à dire que l'assurance alsacienne-lorraine contre les accidents agricoles aurait dû être imitée en tous points. On ne peut le prétendre et il faut reconnaître qu'en agriculture l'assurance contre les accidents, avec un système de répartition, doit présenter une grande souplesse et s'adapter aux conditions spéciales et à l'économie rurale des différentes régions d'un grand pays. C'est ce que la législation allemande avait très bien compris et c'est pour ce motif qu'elle avait laissé le soin à la législation spéciale de chaque Etat allemand de régler un grand nombre de questions.

Il faut tenir compte d'une part des différences que présentent les travaux agricoles et forestiers suivant les régions et d'autre part des difficultés que rencontre l'exécution des dispositions de détail s'appliquant à une population nombreuse et disséminée et de la nécessité de recourir à une procédure simple et économique. C'est principalement dans la répartition des charges qu'un système rigide et uniforme ne peut être appliqué à tout un pays; suivant les cas, il vaut mieux répartir les charges de l'assurance en tenant compte seulement de la valeur du travail à fournir (cette valeur étant calculée forfaitairement) dans chaque exploitation ou encore de cette valeur combinée avec un tarif de risques. Parfois il sera préférable d'effectuer la répartition proportionnellement aux impôts directs, notamment l'impôt foncier, ou encore aux impôts directs combinés avec un tarif de risques.

Malgré sa supériorité incontestable, l'assurance alsacienne-

lorraine n'échappe pas à certaines critiques. On lui a reproché notamment son système financier qui est celui de la répartition. Mais doit-on lui préférer le système des primes? Chacun a ses avantages et ses inconvénients. Le système de la répartition est plus simple, il ne fait pas appel à la science des assurances et ne nécessite pas de statistiques rigoureuses, mais il a le grave inconvénient de grever l'avenir au profit du présent. Dans le système des primes, la cotisation est uniforme et son taux a été calculé pour faire face à toutes les charges présentes et futures de l'assurance. Au contraire, dans le système de répartition, les charges, faibles au début, croissent constamment jusqu'au moment où les décès de rentiers compensent les entrées : à ce moment-là, les charges annuelles sont très supérieures à ce qu'elles seraient avec le système des primes. Ainsi, l'assurance accidents fonctionne en Alsace-Lorraine depuis 1889 : par conséquent, elle a actuellement 32 ans d'existence. Avec le système des primes au taux de 4 o/o, les charges n'auraient pas dépassé ce qu'elles étaient avec la répartition en 1906, c'est-à-dire après 17 ans de fonctionnement. Actuellement elles sont déjà très supérieures et croîtront encore lentement pendant une vingtaine d'années.

Il serait souhaitable que le système de la capitalisation avec constitution de réserves mathématiques soit substitué à celui de la répartition dans l'assurance alsacienne-lorraine, ou en tous cas un système intermédiaire : celui de la répartition des capitaux constitutifs. On aboutit ainsi à répartir plus équitablement les charges dans le temps, mais il ne faut pas se dissimuler que le système de la capitalisation ou des primes a, par contre, l'inconvénient d'obliger à une accumulation de capitaux dont la gestion augmente considérablement

les frais d'administration. D'autre part, ces capitaux devant être représentés par des placements offrant toute sécurité sont, par le fait même, soustraits à l'industrie.

Ce qu'on a reproché à l'assurance allemande et, par suite, alsacienne-lorraine, c'est de ne pas faire de sentiment et de supprimer impitoyablement la rente dès que l'assuré arrive, malgré une incapacité partielle, à gagner le même salaire. On s'est plaint aussi de ce que tous les accidents de la vie ordinaire étaient considérés comme accidents de travail, ce qui augmentait considérablement le nombre des petites rentes. Ces critiques sont probablement exagérées, en tous cas elles ne visent pas l'organisation de l'assurance elle-même, mais plutôt son fonctionnement.

Enfin, en France on reprochera peut-être au régime alsacien-lorrain certaines dispositions auxquelles le caractère alsacien lorrain, très discipliné, s'est très bien habitué, telles que l'hospitalisation forcée au lieu des prestations normales dans certains cas bien définis. Cette hospitalisation forcée qui, le plus souvent, donne de bons résultats, ne serait certainement pas acceptée de très bon gré par le tempérament français.



CONCLUSION

Le rapide coup d'œil jeté sur deux législations très différentes dont l'une n'est pas encore entrée en application, sauf en ce qui concerne le domaine forestier et le cas d'emploi des moteurs inanimés, tandis que l'autre a déjà plus de 30 ans d'existence et s'est maintenue pendant toute cette période sans grand changement, est tout à l'avantage de cette dernière.

Un régime qui a résisté à l'épreuve de l'expérience et du temps et qui a reçu d'approbation unanime de tous les intéressés ne peut être considéré comme mauvais. La seule objection qu'on puisse lui faire est plutôt subjective qu'objective. On peut soutenir avec plus ou moins de raison qu'adaptée au tempérament alsacien, elle ne le serait pas à celui du reste de la nation. Cette objection ne semble d'ailleurs pas fondée, lorsqu'on étudie le mécanisme de cette assurance, la moins étatiste des assurances sociales d'Alsace-Lorraine et qui est basée sur la Mutualité. Le rôle de l'Etat y est réduit au minimum compatible avec une assurance obligatoire. Après avoir imposé un système financier, son rôle se réduit surtout à un contrôle.

Le Parlement français, bien qu'ayant reconnu que l'assurance obligatoire ne présentait que des avantages, n'a pas cru devoir l'adopter pour l'agriculture, afin de ne pas rompre l'unité de la législation française sur les accidents du travail. Il n'y aurait pas à le blâmer si le système mixte qu'il a adopté

ne présentait les graves inconvénients qui ont été signalés. Nous croyons avoir suffisamment montré que seule l'assurance obligatoire étendue à tous les travailleurs agricoles était juste. Nous avons fait ressortir qu'elle était le système le plus économique pour la réparation des accidents lorsqu'elle est établie au moyen de mutuelles patronales groupant tous les exploitants d'une région déterminée.

Il faut cependant reconnaître que pour produire son maximum d'effet bienfaisant, l'assurance-accident doit se combiner avec une organisation d'ensemble des assurances sociales et particulièrement de l'assurance-maladie. Ces deux formes d'assurance obligatoire se prêtent, en effet, un mutuel appui. Peut-être aurait-on pu joindre au projet d'assurances sociales déposé sur le bureau de la Chambre et qui concerne l'assurance-maladie et invalidité-vieillesse, un projet de réforme et d'extension de la législation française sur les accidents du travail pour la coordonner et la mettre en harmonie avec les autres assurances sociales. En tous cas, il est très compréhensible que le Parlement ait hésité à bouleverser une législation qui existe depuis plus de 20 ans et qui, dans l'industrie et le commerce, n'a pas donné de mauvais résultats.

On peut se demander ce que deviendra la législation alsacienne-lorraine sur les accidents du travail car on ne peut pas admettre, quel que soit le développement futur du régionalisme, que sur une question aussi importante, une partie de la France conserve indéfiniment des lois différentes de celles du reste du pays. A ce point de vue là comme à tant d'autres, il est souhaitable que le régime transitoire de l'Alsace-Lorraine soit aussi court que possible. D'ailleurs ces deux législations se développant parallèlement, et probablement la législation

française plus que la législation alsacienne-lorraine, ne manqueraient pas de créer de grandes difficultés au point de vue économique et social, difficultés qui ne feraient que s'aggraver avec le temps.

S'il y a nécessité d'unifier le plus tôt possible la législation française et la législation alsacienne-lorraine, cela ne veut pas dire que cette dernière devra être supprimée totalement pour être remplacée par la première, ni qu'il y aura lieu d'adopter une combinaison hybride entre le régime français et le régime alsacien-lorrain. Cette combinaison aurait probablement tous les défauts des deux législations, sans avoir aucune de leurs qualités.

On devra, après un examen approfondi et une étude sérieuse des résultats donnés par ces deux législations, opter franchement et nettement pour celle qui, dans l'ensemble, se sera montrée supérieure tant au fond que dans son fonctionnement, et la rendre applicable à tout le territoire. A ce point de vue, nous sommes pleinement partisan de l'assurance alsacienne-lorraine contre les accidents agricoles et nous pensons que le projet voté par le Parlement ne donnera que des mécomptes. Il ne faut pas, d'ailleurs, se dissimuler que sans l'obligation la plupart des lois sociales sont destinées à rester lettre morte ; la France en a fait l'expérience avec la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. C'est un des motifs pour lesquels on constate une évolution générale des lois des différents pays vers l'obligation pour l'ensemble des risques ouvriers. Aussi M. Jay a pu dire avec raison il y a déjà 25 ans (Rev. polit. 1895, IV, 841) : « L'assurance ouvrière sera obligatoire ou ne sera pas ».

VU :

Le Président de la Thèse,
A. SOUCHON.

VU :

Le Doyen,

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE



— Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail des ouvriers de l'industrie, des mines, etc... modifiée par les lois des 22 mars 1905 et 17 avril 1906.

— Loi du 30 juin 1899 sur les accidents du travail causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

— Loi du 12 avril 1906 étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898.

— Loi du 18 juillet 1907 accordant la faculté d'adhésion à la législation sur les accidents du travail à tout employeur non assujetti.

— Loi du 15 juillet 1914 sur les accidents du travail des ouvriers des exploitations forestières.

— Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, par M. Bienvenu-Martin, sénateur (27 avril 1920 — Doc. Parlem. annexe n° 175).

— Délibération du Sénat sur le projet de loi relatif aux accidents du travail dans l'agriculture (*J. O.* du 8 décembre 1920 et suivants).

— Projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, ayant pour objet d'étendre

aux exploitations agricoles la législation du travail, déposé sur le Bureau de la Chambre des députés le 1^{er} février 1921 et renvoyé à la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales.

— Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Travail.

— Rapports et comptes-rendus des IV^e et IX^e Congrès nationaux des Syndicats agricoles — 1904 et 1913.

— Rapports et comptes-rendus des V^e et VI^e Congrès nationaux de la Mutualité et de la Coopération agricole — 1912 et 1913.

— L. Tardy. — Rapport sur les Assurances Mutuelles agricoles présenté au Congrès du Parti républicain démocratique — 1912.

— Statuts et documents de la Mutuelle agricole du Poitou — 1921.

— Statuts-modèles de Mutuelles agricoles d'Indre-et-Loire.

— Statuts et documents de la Mutuelle agricole « La Sarthoise » — 1921.

— Augé-Laribé. — L'évolution de la France agricole — 1912 — Armand Colin.

— P. Caziot. — La Terre et la famille paysanne — 1919 — Payot.

— Paul Pic. — Les assurances sociales en France et à l'étranger — 1913 — Alcan.

— Bulletin mensuel des Institutions économiques et sociales de l'Institut International d'agriculture d'avril, septembre et décembre 1913, avril 1914 et septembre 1916 — Rome.

— Rapport de M. Henri Capitant sur les accidents du travail dans l'agriculture — 1919 — Alcas, Paris.

— Code des assurances sociales d'Alsace-Lorraine, traduit, revu et annoté par l'Office Général des assurances sociales, Imprimerie Strasbourgeoise — 1921.

— Bellom. — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger : assurance contre la maladie et les accidents du travail — 1895 et 1896 — Rousseau, Paris.

— Les assurances sociales en Alsace-Lorraine — brochure de l'Office général des assurances sociales — 1920 — Imprimerie Strasbourgeoise.

— Mischler. — L'assurance agricole contre les accidents du travail — 1912 — Imprimerie Strasbourgeoise.

— Statuts des Corporations agricoles accidents du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

— Comptes-rendus des corporations agricoles accidents du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour les années 1918, 1919 et 1920.

— Documents législatifs du Reichstag et avant-projets financiers du Code d'assurances sociales allemand du 19 juillet 1911.

— La Vie sociale en Alsace et en Lorraine, Bulletin officiel bi-mensuel des Caisses maladie et des Corporations accidents d'Alsace-Lorraine.

— Bulletin officiel de l'Office Général des assurances sociales. Imprimerie Strasbourgeoise.

— Fuster. — Les accidents du travail dans l'agriculture d'après la statistique allemande.

— Du même. — Les accidents du travail agricole et l'expérience allemande.

— Du même. — Les résultats de l'assurance contre les accidents agricoles en Allemagne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAP. I ^{er} . — Législation française actuelle en ce qui concerne les accidents du travail agricole	9
CHAP. II. — Législation alsacienne-lorraine en ce qui concerne les accidents du travail agricole	25
CHAP. III. — Comparaison des deux législations.....	41
CHAP. IV. — Etude critique. — Supériorité de l'assurance obligatoire	55
CONCLUSION.....	77
BIBLIOGRAPHIE	83

